
PERCEPTIONS FRANÇAISES
DES OCCUPATIONS MILITAIRES
ET DES REVENDICATIONS
TERRITORIALES SERBES ET
MONTENÉGRINES PENDANT
LES GUERRES BALKANIQUES
DE 1912-1913

UDC 070+327(44):94(497.11+497.16)“1912/1913“

DOI: <https://doi.org/10.22182/spm.spec2018.3>

Оригинални научни рад

Nicolas Pitsos

Centre des Recherches Europes-Eurasie (CREE),
INALCO*

A b s t r a c t

This paper aims at studying how Serbia and Montenegro had been perceived by French society during the 1912-1913 Balkan Wars. Through the exploration of newspapers and diplomatic archives, French views of Serbian and Montenegrin military occupations as well as their territorial claims in the case of Ottoman Macedonia and the delimitation of Albania's boundaries, are discussed. Next to ideological orientations, geopolitical stakes and personal affinities, state propagandas played an important role in the way these events were echoed and framed within French public space. French newspapers turned themselves into a battlefield where Balkan agents or their supporters within French society, tried to put forward their own arguments in terms of ethnolinguistic, historicist or civilisationist approaches, in order to promote their interests and gain moral support among French citizens.

Key words : 1912-1913 Balkan Wars, French newspapers, Cultural history, Nationalism

* nikolaospitsos@hotmail.com

INTRODUCTION

Les guerres balkaniques, largement médiatisées¹⁾, ont occupé une place importante dans la presse française entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913. L'engouement médiatique pour ces conflits²⁾, fut particulièrement fort pendant leur première étape, c'est-à-dire en automne 1912, lorsqu'une coalition d'États balkaniques, composée des royaumes bulgare, grec, monténégrin et serbe s'est confrontée à l'Empire ottoman, lui contestant ses possessions européennes, et menaçant sa capitale, la ville de Constantinople/Istanbul. L'intérêt de la presse française face aux événements se déroulant dans les Balkans, décroît par la suite, avant de connaître un nouvel essor, à l'occasion des opérations et occupations militaires du mois de juillet 1913, quand la Bulgarie s'oppose d'une part, à ses ex-alliés grecs et serbes pour le partage des territoires conquis dans le cadre des opérations d'automne 1912, à la Roumanie pour une question de délimitation de frontières entre les deux pays et d'autre part, à l'Empire ottoman qui essaye de récupérer une partie des provinces qu'il venait de perdre. Entretemps, les sièges des villes ottomanes d'Andrinople (Edirne), Scutari (Shkodra) et Jannina (Ioannina), attirent toujours l'attention de la presse française, tandis que le suspens balkanique est également maintenu, suite à plusieurs assassinats politiques, celui de Nazim pacha dans le cadre du coup d'État du janvier 1913, du roi Georges Ier à Salonique en mars ou de Mahmoud Chevket pacha, en juin dans la capitale ottomane. Par ailleurs, les tensions diplomatiques entre la Serbie ou le Monténégro et la double monarchie au sujet de la question adriatique, les interventions-démonstrations navales internationales à Scutari ou à Constantinople, le différend territorial entre la Bulgarie et la Roumanie par rapport à la ville de Silistrie, ou encore les conférences internationales retraçant les frontières dans les Balkans à Londres et à Bucarest ou réglant à Paris la question de répartition des dettes publiques dans

1 Les guerres balkaniques font partie des 'media event', terme élaboré par Elihu Katz et Daniel Dayan. Il s'agit des événements publics amplement couverts par les médias qui, en raison de leur médiatisation, sont susceptibles de déclencher des processus de mobilisation sociale. Voir, Katz, E., Dayan, D. (1992) "*Media events : the live broadcasting of history*". Cambridge [MA], London: Harvard University Press.

2 Pour une histoire événementielle, militaire et diplomatique de ces conflits, voir Weibel, E. (2002) « *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours* ». Paris :Ellipses (notamment le chapitre sur les guerres balkaniques, p.211-323), Ivetic, E. (2006) « *Le guerre balcaniche* ». Bologna : Il Mulino Universale et Bled, J.-P., Deschodt J.-P. (2014) « *Les guerres balkaniques 1912-1913* ». Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne.

le cadre de ces nouvelles frontières, ont également occupé la Une des journaux français pendant cette période.

Au moment où des revendications conflictuelles, des ambitions ou des convoitises contradictoires opposent aussi bien les Grandes Puissances que les royaumes balkaniques pour la délimitation des frontières en Europe ottomane, le public français reçoit lui par l'intermédiaire de la presse, des informations et appréciations divergentes.

A travers l'exploitation de cette source médiatique³), mais aussi grâce à la consultation des archives diplomatiques, cette communication vise à aborder la question des perceptions de la Serbie et du Monténégro, de leurs occupations militaires et revendications territoriales, par les Français contemporains des guerres balkaniques de 1912-1913.

LE MONTENEGRO ET LA SERBIE A LA VEILLE DES GUERRES BALKANIQUES

A la veille de la Première Guerre balkanique, la personnalité du souverain domine la vie politique au Monténégro. Il profite de son cinquantième anniversaire de son arrivée au pouvoir pour se proclamer roi en 1910. Neveu du dernier prince-évêque (*vladika*) et premier prince laïc du pays, beau-père du roi d'Italie, et protégé du tsar de Russie, Nicolas Ier gouverne de manière autoritaire. Dans un pays où depuis l'indépendance officiellement reconnue, la vie politique était organisée autour des différents clans, il est contesté à la veille des guerres balkaniques par une partie de la population lui reprochant son implication dans des scandales de corruption et de dilapidation de l'argent public.

En Serbie⁴), la vie politique se déroule sur arrière plan de rivalités entre les deux dynasties, celle de Karadorđević et celle de Obrenović, soutenues respectivement, par les diplomaties russe et autrichienne. Après avoir obtenu son autonomie en 1830, ce pays des Balkans devient un État indépendant au lendemain du congrès de Berlin. Ses ambitions territoriales abandonnées par la Russie au profit de celles

3 Mon corpus journalistique est composé de journaux et revues, diffusés à la fois à l'échelle nationale et régionale, et recouvrant l'ensemble des cultures politiques et des sensibilités idéologiques s'exprimant dans l'espace public à la veille de la Grande Guerre.

4 Pour une présentation de l'histoire de l'Etat serbe au XIXe siècle, voir Boro Petrovitch, M. (1976) « *A History of modern Serbia, 1804-1918* ». New York, London : Harcourt Brace Jovanovich.

énoncées par la Bulgarie, suite à ce traité, la Serbie se tourne dans un premier temps vers l'Autriche-Hongrie. Dans cette perspective, le roi Milan pousse à la signature avec le gouvernement austro-hongrois d'un accord commercial, suivi d'une convention secrète en 1881. A l'insu de la Skupština, le parlement serbe, le gouvernement s'engageait à ne plus soutenir des activités irrédentistes des populations serbes habitant sur les possessions des Habsbourg et à ne plus signer aucun traité avec une puissance étrangère sans en informer au préalable l'Autriche. Ces textes, instaurant un protectorat autrichien en Serbie, provoquèrent un tollé général quand ils furent connus quelques années plus tard, en 1893. En échange de leur approbation, le souverain serbe obtient l'appui de la double monarchie pour la reconnaissance de la Serbie en tant que royaume.

Les années suivantes furent marquées par un scandale financier, une révolte paysanne et une défaite militaire. Le scandale financier se déclenche suite à la faillite de l'Union générale de Bontoux à Paris en juin 1882, chargée de financer la construction des chemins de fer en Serbie. Certains ministres et le roi lui-même ont été éclaboussés par cette affaire. En 1883, la révolte des paysans dans la région de Timok, soutenue par les radicaux qui contestaient le pouvoir de Milan, fut écrasée par l'armée. Deux ans plus tard, la Serbie connaît une cuisante défaite lors de sa confrontation avec la Bulgarie au lendemain de l'annexion de la Roumélie orientale. En même temps, les désaccords sur la politique extérieure du pays, entre le roi Milan orienté vers un rapprochement avec l'Autriche-Hongrie et son épouse, la reine Natalie, fille d'un officier russe, tendant plutôt à un ralliement avec Saint-Pétersbourg, se manifestent de plus en plus ouvertement. Sur fond d'instabilité politique et de successions de cabinets, l'armée occupe une place d'arbitre au sein de la vie politique. En 1903, le roi Alexandre, fils de Milan qui lui avait succédé en 1893, est assassiné par un groupe d'officiers⁵, favorables à l'ascension au trône du représentant de la dynastie rivale, Petar (Pierre) Karadordević, petit-fils de Karadorde, et fils du prince Alexandre chassé en 1858. Éduqué en Hongrie, puis en France, ancien élève de l'école de Saint-Cyr et ancien combattant de la guerre franco-prussienne, il a épousé la fille aînée du prince Nicolas du Monténégro. Soutenu par le parti radical, il est désigné comme roi aussitôt après l'assassinat, sous le nom de Pierre Ier. Les radicaux quant à eux, de tendance russophile, dominent la scène politique serbe jusqu'aux guerres balkaniques, dirigés par leur chef Nikola Pašić. Pendant cette période, la Serbie connaît aussi une guerre douanière, dite 'guerre des

5 Ce groupe d'officiers serbes fut coordonné par Dimitrijevic-Apis future chef de la "Main noire", l'organisation impliquée dans l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin 1914.

cochons', entre 1906 et 1911. Dans le cadre de cette guerre, sous prétexte de mesures vétérinaires, en réalité par hostilité au nouveau régime et gouvernement pro-russe, l'Autriche-Hongrie interdit toute importation de porcs serbes, le pilier des exportations serbes de l'époque. La France permet aux commerçants-éleveurs serbes de contourner cet obstacle en facilitant le transit par le port de Salonique d'où la viande est ensuite acheminée vers d'autres marchés européens.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE À LA VEILLE DES GUERRES BALKANIQUES

Si les sociétés balkaniques sont tourmentées au tournant du XXe siècle par des divisions sociopolitiques importantes et sont toujours agitées par des ambitions expansionnistes, la société française n'évolue quant à elle que dans une ambiance d'apparentes tranquillité et prospérité.

Certes, à la veille des guerres balkaniques, la France vit au rythme de la Belle Époque⁶. Les Expositions Universelles de 1889 ou de 1900, avaient érigé la ville des Lumières en une capitale mondiale des arts et des sciences. L'Art Nouveau avec ses motifs luxuriants et extravagants, revisitait la grammaire stylistique et esthétique des immeubles et des meubles. La colline de Montmartre commençait à être concurrencée par les rues de Montparnasse, comme ruche intellectuelle et lieu avant-gardiste. Dans les music-halls, on s'affolait pour le tango, tandis que les Grands Boulevards et les passages restaient toujours des lieux appropriés pour les promeneurs-flâneurs de la ville. La lanterne magique, projetée sur le grand écran par les frères Lumière, émerveillait le public et bouleversait la perception du mouvement, tout en introduisant une nouvelle perception de la représentation de l'actualité.

Cet univers fantasmagorique, spectaculaire, festif et festoyant, ne parvenait pas pour autant à cacher les côtés moins glorieux de la société française. Les échos des crises et des tensions internationales, surtout depuis les coups d'Agadir⁷, excitaient les passions chauvines et revanchardes dans un contexte de 'guerre

6 Voir Duroselle, J.-B. (1992) « *La France de la Belle époque* ». Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

7 Il s'agit des tensions diplomatiques franco-allemandes entre 1905 et 1911 au sujet de la délimitation des sphères d'influence au Maroc.

froide⁸⁾. Des groupes royalistes et nationalistes regroupés autour de l'Action Française⁹⁾, diffusaient dans l'espace public leur rhétorique de haine et de violence. La profusion et médiatisation de scandales, liés à la corruption révélaient ou exacerbèrent des discours antiparlementaires et antirépublicains¹⁰⁾. L'affaire Dreyfus divisa la société et la presse française¹¹⁾, tout en démontrant l'ampleur de l'antisémitisme et une alliance entre le militarisme et le cléricisme au sein de l'armée et du paysage politique¹²⁾. Les débats et les réactions autour de la loi de 1905, établissant la séparation entre l'Église et l'État, attisèrent les passions cléricales et anticléricales¹³⁾. À côté de la question religieuse, la question sociale ne cessa d'être un des sujets de préoccupation majeure pour les gouvernements successifs. La multiplication de grèves et de mouvements sociaux contestataires, suivis parfois de répression policière brutale, montrèrent que malgré les améliorations de la condition ouvrière pendant la période précédente, les inégalités socioéconomiques étaient toujours mal vécues et surtout les conditions de vie et de travail, n'étaient pas perçues comme satisfaisantes. Par ailleurs, au sein même de la classe ouvrière, apparaissent des signes de manifestations et de réactions xénophobes envers les travailleurs immigrés¹⁴⁾, alors qu'en même temps, l'administration politique et économique dans les colonies de la République¹⁵⁾, voire même ses

-
- 8 Cette 'guerre froide' concerne la période des relations internationales entre 1871 et 1914. Parsemée d'une série de confrontations militaires régionales impliquant une ou plusieurs grandes puissances, depuis la guerre des Boers, la guerre russo-japonaise, la guerre hispano-américaine, l'expédition en Abyssinie, la guerre de Tripolitaine, jusqu'aux guerres balkaniques, aboutit à la création et consolidation de deux alliances diplomatiques et militaires, la Triple Entente et la Triple Alliance. Sur cette période, voir Hobsbawm, E. (1987) *"The Age of Empires, 1875-1914"*. New York: Pantheon books.
 - 9 Sur l'histoire de l'Action Française et la montée du nationalisme en France, à la veille de la Grande Guerre, voir Weber, E. (1959) *« The nationalist revival in France, 1905-14 »*. Berkeley and Los Angeles : University of California Press.
 - 10 Voir Monier, F. (2011) *« Corruption et politique : rien de nouveau ? »*. Paris : Armand Colin.
 - 11 Voir Birnbaum, P. (1994) *« La France de l'affaire Dreyfus »*. Paris : Gallimard.
 - 12 Voir Denis, M., Lagrée, M., Veillard J.-Y. (eds.) (1995) *« L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger »*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
 - 13 Voir Lalouette, J. (2002) *« La République anticléricale : XIXe-XXe siècle »*. Paris : éd. du Seuil.
 - 14 Voir, Noirielle, G. (2007) *« Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle : discours publics, humiliations privées »*. Paris : Fayard.
 - 15 Voir Manceron, G. (2003) *« Marianne et les colonies : une introduction à l'histoire coloniale de la France »*. Paris : La Découverte.

expéditions coloniales et colonisatrices suscitaient des contestations auprès d'organisations, telles que la Ligue des droits de l'Homme.

Dans un tel contexte social, culturel et politique, la scène parlementaire est dominée par le parti radical⁽⁶⁾. Fondé en 1901, il réunit des personnalités au nom de Léon Gambetta, Georges Clémenceau, Camille Pelletan, ou Édouard Herriot. Représentant la culture politique radicale, dont la caractéristique majeure fut l'attachement à l'esprit progressiste, rationnel et libéral de la philosophie des Lumières, contre la réaction obscurantiste, traditionnaliste et cléricale, il réussit à promulguer lors du cabinet d'Émile Combes entre 1902 et 1905, la loi de la séparation entre les Églises et l'État. En matière de relations internationales, son programme consistait à la défense de la paix et de l'attachement à l'idée de la patrie. Parmi les journaux qui lui étaient favorables ou proches à ses idées, on peut classer l'*Aurore*, le *Radical* ou encore la *Lanterne*. Toujours au centre du paysage politique français d'avant la Grande Guerre, l'Alliance démocratique, est fondée elle aussi en 1901, par Adolphe Carnot, frère de l'ancien président de la République, Sadi Carnot. Laïque et libérale, elle compte parmi ses membres, Louis Barthou, Raymond Poincaré, ou encore les deux ministres dans le cabinet de Waldeck-Rousseau, Joseph Caillaux (Finances) et Jean Dupuy (Agriculture et patron du *Petit Parisien*). Proche du milieu des affaires, elle jouit du soutien d'associations, telle que la Ligue des droits de l'homme, la Ligue de l'enseignement, tout en bénéficiant de l'appui des grands quotidiens tels que le *Petit Parisien*, le *Matin* ou le *Journal*. Au niveau de sa stratégie gouvernementale, elle prône une politique de rapprochement avec le Parti radical, en s'opposant aux formations d'une droite clérico-nationaliste. Soutenant en 1901 le bloc des gauches, elle opère pourtant, à la veille de la Grande Guerre, un glissement vers la droite de l'échiquier politique votant par exemple, en faveur de la loi des trois ans.

Le parti socialiste unifié se trouve à la gauche de ces deux partis depuis 1905, regroupant les différentes tendances socialistes autour de Jean Jaurès, fondateur du journal l'*Humanité*. Elles sont représentées à la veille des guerres balkaniques, par le courant marxiste de Jules Guesde, la sensibilité communarde d'Édouard Vaillant, défendant l'action simultanée du parlementarisme et du syndicalisme, la grève générale et le socialisme municipal, les socialistes indépendants opposés aux querelles doctrinales, n'hésitant pas à l'instar d'Alexandre Millerand à participer à des gouvernements de coalition avec les partis

16 Voir Baal, G. (1994) « *Histoire du radicalisme* ». Paris : La Découverte.

radicaux et libéraux¹⁷), ou encore les partisans de Gustave Hervé, tentés par un socialisme révolutionnaire. Tous guidés par leur volonté de mettre la question sociale au centre des préoccupations de l'action politique, ils œuvrèrent également en faveur de la laïcisation de la société à côté des radicaux et des libéraux. Voués à la défense de la paix, la question des guerres patriotiques et défensives, les divisa à la veille des guerres balkaniques et entérina leur rupture avec le mouvement anarcho-sindicaliste majoritaire au sein de la CGT et dont la voix s'exprime à travers les colonnes de la *Bataille syndicaliste*. Quant à la pensée socialiste, elle est surtout véhiculée dans l'espace public grâce à des journaux comme l'*Humanité*, la *Petite République* ou encore la *Revue socialiste*.

A la droite de l'échiquier politique¹⁸), l'Action libérale, est un parti qui réunit des catholiques ralliés à la République à la demande du pape Léon XIII. Fondé en 1901 par deux anciens monarchistes, Jacques Piou et Albert de Mun, ses porte-paroles dans l'espace médiatique sont des journaux tels que l'*Écho de Paris* et l'*Éclair*.

Dans la catégorie des cultures politiques sous l'emprise de la pensée chrétienne, on peut classer également le mouvement démocrate chrétien de Marc Sangnier, destiné à réconcilier les ouvriers avec le christianisme, le christianisme avec la République et dont la pensée était véhiculée dans l'espace médiatique par le journal *Le Démocrate*. Enfin, les assomptionnistes de la *Croix* représentent une culture politique traditionaliste, marquée par une opposition à la laïcisation de la société et à une exacerbation des discours antisémites et nationalistes au moment des guerres balkaniques. Ils sont rejoints par les héritiers du boulangisme, les nostalgiques du monarchisme, les partisans du bonapartisme, les adeptes de ligues nationalistes, à l'instar de la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède. Leurs idées sont exprimées dans des journaux, comme l'*Action Française*, la *Libre Parole* ou l'*Autorité* et développées par des chantres du nationalisme et fascisme français, tels que Maurice Barrès ou Charles Maurras.

Dans une telle ambiance idéologique et politique, le septennat d'Armand Fallières, président issu de la famille radicale-libérale, arrivait à son terme et des élections présidentielles étaient prévues pour le mois de février 1913. Le président du conseil, au moment du déclenchement

17 En 1899 sa participation dans le cabinet de Waldeck-Rousseau à côté du général de Gallifet, le fusilleur de la Commune, divise les socialistes.

18 Voir Remond, R. (1954) « *La droite en France, de 1815 à nos jours : continuité et diversité d'une tradition politique* ». Paris : Aubier.

du conflit dans les Balkans, Raymond Poincaré, battu lors des scrutins préparatoires au sein du parti radical, maintint sa candidature contre le candidat officiel des radicaux, Jules Pams et réussit à être élu avec l'appui des voix des formations de la droite. En même temps, deux cabinets vont se succéder jusqu'à la fin des guerres balkaniques, celui dirigé par Aristide Briand, de janvier à mars et un deuxième présidé par Louis Barthou jusqu'en décembre 1913.

C'est donc dans ce contexte sociopolitique et idéologique que se déroule la perception des guerres balkaniques dans l'espace médiatique français. A la veille de leur déclenchement, les royaumes balkaniques signent des traités de coopération militaire bilatérale, tout en se préparant pour saisir l'opportunité de mettre en place leurs projets d'expansion territoriale ou d'influence économique et culturelle au détriment des possessions européennes de l'Empire ottoman. La prolongation de la guerre dans la Tripolitaine, immobilisant une partie importante des troupes ottomanes, amène les gouvernements monténégrin, bulgare, grec et serbe à adresser à la Sublime Porte une liste de réformes dans ses provinces balkaniques et notamment dans les vilayets de 'Macédoine'. Inscrites dans le sillage du traité de Berlin de 1878, leur formulation sous forme d'ultimatum, décide le gouvernement ottoman à les rejeter. En même temps, la mobilisation des forces armées des royaumes balkaniques aux frontières avec l'Empire ottoman, accélère un processus de glissement vers la confrontation militaire. Le premier coup de canon résonne le 8 octobre, levant le rideau des hostilités entre les Monténégrins et les Ottomans. La Bulgarie, la Grèce et la Serbie s'y engagent quelques jours plus tard et la conflagration est généralisée dans les Balkans à partir du 18 octobre. Désormais, la presse française sa fait l'écho des opérations, occupations militaires ainsi que des négociations diplomatiques autour des conflits qui agitent les territoires ottomans de la péninsule balkanique, entre le mois d'octobre 1912 et le mois d'août 1913.

1. Perceptions des occupations militaires par l'armée serbe et monténégrine pendant la Première Guerre balkanique

En ce qui concerne la perception des occupations militaires et des exactions commises sur les territoires occupés par la Serbie à l'occasion de la première phase du conflit, l'*Écho de Paris* décrit comme

trionphale l'entrée de l'armée de ce pays à Usküb.¹⁹⁾ Son correspondant à Belgrade, lui annonce que le roi Pierre a été solennellement reçu dans cette ville ottomane. Il était attendu à la gare par le prince héritier Alexandre, le prince Georges, le général Poutnik, le quartier général entier, les représentants de la municipalité, de la préfecture, les consuls étrangers, le clergé chrétien, le mufti supérieur et le grand-rabbin. « Tous les citoyens sans distinction de religion, voulaient montrer leur gratitude au roi libérateur. La ville était pavoisée de drapeaux serbes et la foule était immense le long du chemin par où passait Sa Majesté »²⁰⁾. Le préfet d'Usküb, M. Gavrilović, présenta au souverain serbe, le maire de la ville, Spira Hadjiristić, qui « dans un discours court, ému et enthousiaste, souhaite au roi la bienvenue au nom d'Usküb libérée et lui offrit le sel et le pain »²¹⁾. Le roi pria de son côté, le maire de transmettre « à la population d'Usküb sa joie d'entrer dans l'ancienne capitale de l'empire serbe »²²⁾. Cette version idyllique de l'entrée de l'armée serbe à Usküb est aussi relatée quelques jours plus tard dans l'édition illustrée du *Petit Journal*²³⁾. De son côté, Horace Trouvé, de l'agence Havas, informe le ministre de France à Belgrade que les *jivio*, les hurrah prononcés par les troupes serbes d'occupation face à l'allocution du roi de Serbie, n'ont pas eu d'écho au milieu d'un peuple indifférent et clairsemé²⁴⁾. En plus, les récits des représentants diplomatiques français en Serbie, contrastent eux aussi avec cette perception pacifique de l'occupation serbe et son accueil enthousiaste par la population locale. Maurice Carlier, le consul français à Usküb, écrit au sujet de la situation des musulmans en janvier 1913, que la plupart des musulmans dans les territoires occupés par les armées serbes « sont actuellement dans la plus profonde misère (...) beaucoup d'entre eux meurent littéralement de faim (...) et ont vu leurs propriétés complètement dévastées par les autorités militaires serbes »²⁵⁾. Il signale aussi que ceux qui peuvent

19 « L'entrée solennelle de Pierre de Serbie à Usküb », *L'Écho de Paris*, 4 novembre 1912.

20 *Idem.*

21 *Idem.*

22 *Idem.*

23 « Une curieuse cérémonie : à l'entrée d'une ville prise par les Serbes, le roi Pierre Ier rompt le pain que lui présente le maire de la cité », *Le Petit Journal illustré*, 24 novembre 1912.

24 *AMAE*, Turquie/439, dossier sur les missions militaires françaises auprès des armées belligérantes, le Ministre de France en Serbie au AE, Belgrade, le 8 novembre 1912.

25 *AMAE*, Turquie/441, Usküb, le 17 janvier 1913, n°3, Carlier au MAE, au sujet de la misère des musulmans.

partir vers Salonique et l'Asie-Mineure s'en vont vers le sud, « mais la plus grande partie est dans l'impossibilité matérielle, faute d'argent, de quitter le pays ».²⁶⁾ L'ambassadeur français à Belgrade, Robert Descos, informe de son côté le Ministère des Affaires étrangères, de la volonté des autorités serbes à imposer à Usküb comme jour férié, la fête du Noël orthodoxe selon le calendrier julien en vigueur en Serbie. Pourtant, ajoute-t-il, suite à une initiative anglaise et à l'intervention de la diplomatie européenne, les musulmans, les chrétiens catholiques et les juifs de la ville « n'ont pas été contraints par les autorités serbes à chômer semblable fête »²⁷⁾. Pour sa part, Carlier commente les tensions au sein de la communauté chrétienne orthodoxe de la ville. Les Serbes se rendent compte qu'à Usküb, le nombre des exarchistes est très supérieur à celui des patriarchistes, et ils veulent « à tout prix 'serbiser' même par la force les exarchistes qui déclarent de leur côté qu'ils ne se laisseront pas faire et qu'ils resteront Bulgares »²⁸⁾. La *Croix* se fait l'écho de cette situation dans son numéro du 10 avril. Le journal catholique relate que face au « chauvinisme intransigeant des Serbes », un ministre bulgare a conseillé « aux populations bulgares que les Serbes ont annexées, de passer au catholicisme pour sauvegarder leur nationalité »²⁹⁾. Toujours dans ce sens, l'*Humanité* publie en août, après l'attribution à la Serbie de la majeure partie des territoires de la Macédoine ottomane revendiqués aussi par la Bulgarie, une dépêche de l'agence Havas, selon laquelle « les Bulgares de Macédoine »³⁰⁾ songent à se convertir au catholicisme afin d'éviter « la serbification », c'est-à-dire l'imposition de la langue serbe et la subordination à la juridiction de l'Église serbe orthodoxe. De son côté, le *Temps* relate lui aussi le 15 août, la volonté de la population bulgare de Macédoine de déclarer l'adhésion de ses églises, reconnaissant l'autorité de l'Exarchat bulgare, au rite catholique ou anglican³¹⁾. Au mois de janvier, le vice-consul français à Usküb, constate que le jour de l'Épiphanie orthodoxe, contrairement à toutes les anciennes habitudes, « il n'y a eu sur le bord de Vardar qu'une seule bénédiction des eaux, selon le rite de l'Église

26 *Idem*.

27 *AMAE*, Turquie/254, Belgrade, le 25 janvier, n°21.

28 *AMAE*, Turquie/441, Usküb, le 17 janvier 1913, n°3, Carlier au MAE, au sujet de la misère des musulmans.

29 G. Bertram, « Graves questions religieuses consécutives à la guerre des Balkans », *La Croix*, 10 avril 1913.

30 *L'Humanité*, 23 août 1913.

31 « Réveil de l'agitation macédo-bulgare ; un publiciste bulgare nous télégraphie de Sofia, D. Vasileff », *Le Temps*, 15 août 1913.

serbe »³²⁾ qui n'est pas le même que celui de l'église bulgare. De surcroît, il commente que les Serbes ne tiennent pas compte des sensibilités des musulmans de la ville. Ainsi « tout récemment, plusieurs chevaux morts ont été enterrés dans un cimetière musulman »³³⁾. Par ailleurs, les conséquences de l'occupation serbe dans cette ville ottomane, sont perçues dans l'*Illustration* à travers la publication d'un cliché où l'on voit les nouveaux maîtres des lieux, procéder au remplacement de l'enseigne au-dessus de la gare de la ville afin de la désigner désormais sous son appellation serbe, à savoir Skopje, marquant ainsi de manière aussi symbolique, le passage à un nouvel ordre, politique et linguistique³⁴⁾. Un peu plus au sud, la perception des conditions dans lesquelles se déroula l'occupation militaire dans la ville de Monastir³⁵⁾, est très rarement relatée dans la presse de mon échantillonnage. Par contre, les sources diplomatiques françaises tenaient au courant leurs supérieurs au quai d'Orsay, de leur perception de la situation sur le terrain. Le vice consul français à Monastir informe surtout le ministre des Affaires étrangères, de l'impact que l'occupation serbe de cette ville ottomane allait avoir sur les droits de douane. Ceux-ci de 11% ad valorem, en vigueur dans le régime douanier ottoman, allaient dans la plupart des cas être augmentés, passant par exemple pour le sel à 17,60%. Si l'on songe, commente le diplomate français, « aux quantités considérables de sel nécessaires à l'élevage du bétail on se rend compte du grand préjudice qui est ainsi causé aux paysans. (...) le moment était certes mal choisi pour opprimer une population qui a déjà beaucoup souffert et qui a dû notamment nourrir plusieurs armées sans aucune compensation »³⁶⁾. Par ailleurs, rajoute-t-il, les quelques fonctionnaires envoyés par le gouvernement central :

« (...) sont tous, sans exception, au dessous de leur tâche et ne possèdent aucune notion d'administration. Pour des fins d'intérêt personnel, ils multiplient les formalités et suscitent des difficultés qui ne sont, il est vrai, pas insurmontables à la seule condition d'employer la manière. De nouveau en effet, le bakchich oriental connaît des jours glorieux »³⁷⁾.

32 *AMAÉ*, Turquie/254, Skopje, le 19 janvier 1913, n°6.

33 *Idem*.

34 Voir *L'Illustration* 16 novembre 1912.

35 Manastir en osmanli, Bitola en langues slaves ou Monastiri en grec.

36 *AMAÉ*, Serbie/13-14, Monastir, 12 février 1913.

37 *Idem*.

A ce propos, il est intéressant de noter que la rhétorique autour du bakchich, terme et concept constitutif de l’imaginaire français sur l’Orient ottoman, introduit la perception du phénomène de la corruption dans le paradigme orientaliste, supposant d’un côté, qu’il y ait des formes de corruptions, des façons de pratiquer la corruption politique, propres aux territoires ou régimes qualifiés d’orientaux, opposées à ses manifestations, en vigueur en Occident. D’un autre côté, un tel discours laisse entendre que la corruption, définie comme vénalité, est un phénomène endémique de sociétés dites orientales, associées dans l’imaginaire collectif français de l’époque des guerres balkaniques, à des domaines d’arriération politique, censés favorables à la poursuite de ces pratiques³⁸. Cette orientalisation saurait éventuellement participer d’un processus analogue de celui de l’orientalisation des atrocités commises dans un contexte de guerre, visant dans les deux cas à exorciser la présence de ces pratiques auprès de sociétés auto-représentées comme occidentales, ou présentées comme telles, par des observateurs extérieurs ayant intériorisé la cosmothéorie orientaliste.

Mise à part la place des pratiques de corruption dans la perception des tensions engendrées par l’occupation serbe, Léonard de Berne-Lagarde informe la direction de son ministère dans un télégramme parti le 30 novembre 1912, que quasi aucune communauté chrétienne de la ville de Monastir³⁹, n’est satisfaite de la présence serbe dans cette ville ottomane :

« Les grécisants voient les espérances qu’ils avaient fondées sur l’armée hellénique complètement déçues. La victoire des Slaves leur est sensible. Les bulgares sont outrés des mesures de rigueur prises contre leurs bandes par le commandement général (...) les roumanisants attestent impuissants à l’effondrement de leur propagande »⁴⁰.

De surcroît, le fait que la direction des affaires publiques est confiée à certains « des rares ‘serbisants’ »⁴¹ de la ville, suscite

38 Comme l’affirme Frédéric Monier, « l’hypothèse d’une corruption politique obéissant à une constante anthropologique n’a, sur le fond, jamais été démontrée. De même, les théories du développement politique n’ont jamais pu établir, de façon empirique, que les phénomènes relevant des échanges de faveurs intéressées et de la corruption étaient imputables à des cultures nationales ou régionales, empreintes d’archaïsmes », dans Frédéric Monier, *Corruption et politique: rien de nouveau?*, Paris, Armand Colin, 2011, p.19.

39 Sur la fermeture des écoles exarchistes sur les régions occupées par l’armée grecque et serbe pendant la première guerre balkaniques, voir Mudry, T. (2005) « *Guerres de religion dans les Balkans* ». Paris : Ellipses, p.70.

40 AMAE, Monastir/27, télégramme de Berne Lagarde parti le 30 novembre 1912.

41 *Idem*.

de violentes jalousies personnelles, commente le consul français. Au sujet des relations entre les armées serbe et grecque, il affirme que l'entrevue entre le diadoque du trône grec, dont le quartier général était installé à Florina, et le prince Alexandre, fut froide. Les autorités des deux pays, « sont en désaccord sur tous les points »⁴². En décembre, la communauté israélite de cette ville, avait demandé au consul français de bien vouloir assurer la protection de ses membres. Quelques mois plus tard, en mars, Hippolyte Montmanet, transmet au vice-consul français sa douloureuse expérience quand accomplissant une ronde aux Magasins de la Société des routes où il était employé, croisa un groupe de soldats serbes en état d'ébriété, qui l'attaquèrent quand il leur répondit qu'il était français⁴³. En juin, le consul français à Salonique, transmet au ministre des Affaires étrangères, la protestation des frères Boutet. Locataires depuis longtemps d'une filature à Guevguéli appartenant à la Dette Publique Ottomane, ils envoyèrent un représentant de leur maison chargé d'effectuer des achats de cocons. « Ce représentant, muni d'une déclaration de la direction de la Dette Publique attestant que la filature de Guevguéli, sur l'ordre de l'État-major serbe, avait été précédemment restitué à la Dette, a eu la surprise de trouver les locaux encore occupés par les troupes »⁴⁴. Et malgré toutes ses démarches, le commandant des troupes serbes s'est refusé à restituer un immeuble qu'il considérait, aurait-t-il affirmé, comme prise de guerre. Les tensions entre la population locale et les autorités serbes ne cessent de s'accroître selon les dires de Léonard de Berne-Lagarde. D'après le vice-consul français, en avril,

« (...) loin de revenir à un plus juste sentiment de leur devoir et de leur intérêt les nouveaux occupants ont multiplié les maladresses et les vexations inutiles, de sorte qu'à l'heure actuelle la population entière est exaspérée. L'élément musulman dans son ensemble, était disposé à se soumettre sans murmurer au vainqueur et à collaborer même loyalement avec lui. Il a d'ailleurs à sa tête des chefs religieux et des notables d'un réel bon sens qui s'efforcent de la calmer et de lui persuader que le joug de la Serbie est de beaucoup préférable à celui de la Grèce intransigeante en matière religieuses ou de la Bulgarie dont les partisans macédoniens

42 *Idem.*

43 *AMAE*, Monastir/35, Monastir le 31 mars 1913, Hippolyte Montmanet au vice-consul.

44 *AMAE*, Turquie/442, Salonique, le 14 juin 1913, Jousset au MAE, au sujet de la protestation des frères Boutet.

ont voué au Turc une haine sans merci... le musulman, surtout celui des villages, souffre énormément dans sa personne et dans ses biens. D'autre part, les serbes n'attendent même pas la fin de la guerre pour s'attaquer aux fondations pieuses »⁴⁵).

De son côté, l'*Illustration* publie les impressions du journaliste américain Paul Scott Mowrer⁴⁶, envoyé de son journal *The Chicago News* auprès de l'État-major bulgare. Accompagné d'un guide bulgare assigné par le ministre de l'Intérieur, choix susceptible de conditionner son libre arbitre et représenter un biais sur ses opinions, informations et représentations, il affirme que malgré les déclarations des occupants serbes considérant la population entière de la région comme d'origine serbe, quand on se renseigne auprès des gens eux-mêmes, « à peu d'exceptions près, ils se considèrent résolument comme des Bulgares, et quoique leur loyauté envers le pacte d'alliance ait prévenu tout acte d'hostilité ouverte, on sent entre les indigènes et les conquérants un courant profond d'opposition qui laisse redouter que quelque malaise persiste après la paix prochaine »⁴⁷).

En mai, le *Matin* relate les tensions entre les populations locales et l'armée d'occupation serbe dans la ville de Kumanovo, où l'archiprêtre Dionyssios aurait organisé des bandes de comitadjis bulgares et où il aurait tenu des réunions secrètes, avec des sujets bulgares de la ville auxquels il aurait prêché la révolte contre la Serbie. A Veles, « l'évêque bulgare Néophitos refusait de mentionner le nom de roi Pierre à la messe et s'opposait à ce que les écoles servissent d'hôpitaux aux Serbes »⁴⁸).

La perception de l'occupation serbe sur la partie européenne de l'Empire ottoman, vient se compliquer et se déclinier davantage, suite à la médiatisation de deux exactions censées être commises par des soldats serbes. L'affaire Palić est relatée dans le *Temps* en mars et en avril. Il s'agit de l'assassinat à Diakova, du moine franciscain de ce nom, attribué aux troupes serbes. D'après le journal français, parmi les griefs invoqués par l'Autriche pour expliquer son intervention isolée au Monténégro, figurait en premier lieu l'assassinat de ce moine, prétendument massacré, pour avoir refusé de se convertir au rite chrétien orthodoxe. Néanmoins, selon un journal de Budapest, le *Budapester Tagblatt*, cité par le *Temps*,

45 AMAE, Monastir/27, le vice-consulat de France à Monastir, le 30 avril 1913.

46 Paul Scott Mowrer fut l'auteur d'un ouvrage, introduisant le concept de balkanization. Voir Maria Todorova, *Imagining...op.cit.*, p.121.

47 « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 29 mars 1913.

48 « Les rapports serbo-bulgares s'enveniment », *Le Matin*, 12 mai 1913.

« (...) le clergé catholique croate, qui entretient des rapports suivis avec le clergé albanais, aurait appris de source tout à fait certaine que ce prêtre franciscain n'a pas été tué par des Monténégrins ni des Serbes, mais bien par un Albanais musulman. La censure croate aurait interdit aux journaux croates de publier cette information « afin de ne pas infirmer les détails des versions officieuses »⁴⁹⁾.

Pour sa part, le correspondant du *Temps* à Vienne, communique à son journal les résultats de l'autopsie qui invalident la théorie selon laquelle le moine Palić aurait été « fusillé à bout portant et criblé de coups de baïonnette. »⁵⁰⁾. Cette affaire fait écho aux informations circulant dans les coulisses diplomatiques, sur les vexations serbes envers les catholiques, dans les régions qu'ils avaient occupées. En janvier, Carlier, le consul français à Usküb, reçoit la visite du curé albanais catholique de Letnitza, village situé dans la chaîne du Kara-Dag. Ce prêtre se rend au consulat français afin de se plaindre des exactions commises par les autorités militaires serbes contre ses ouailles. Ces vexations sont d'autant plus étonnantes remarque Carlier, que dans la région du Kara-Dag, « les catholiques ne sont pas véritablement au point de vue ethnique des albanais, mais bien des serbes, descendant pour la plupart d'anciens Ragusains venus au Moyen-âge dans le pays pour exploiter les mines d'or de Yanyovo »⁵¹⁾. A propos de ces accusations, le *Temps* relate que :

«... les prétendues cruautés commises par des Serbes sur des femmes et des enfants à Prizrend, à Chacharet et à Letnitsa, et racontés par la *Correspondance albanaise* de Vienne ont été reconnues comme dénuées de toute véracité. Les prêtres catholiques de ces localités ont affirmé sous la foi du serment qu'aucun acte de violence n'a été commis par des soldats serbes sur des femmes ou des jeunes filles »⁵²⁾.

L'affaire Prochaska est quant à elle, surtout relatée dans la *Croix* et le *Petit Journal*, journaux de tendance nationaliste et prêts à saisir toute occasion pour attaquer ou critiquer la double monarchie. M. Prochaska consul d'Autriche-Hongrie à Prizrend, fut représenté par les autorités viennoises comme ayant été molesté, injurié, séquestré par des soldats serbes avant que ces accusations ne soient démenties. Au sujet des exactions imputées aux Serbes à l'égard des ressortissants

49 « L'assassinat du franciscain Palitch », *Le Temps*, 24 mars 1913.

50 « L'affaire Palitch, de notre correspondant de Vienne », *Le Temps*, 14 avril 1913.

51 *AMAÉ*, Turquie/254, Skopje, le 18 janvier 1913, n°5, au sujet des vexations serbes contre les catholiques.

52 « L'affaire Palitch, de notre correspondant de Vienne », *Le Temps*, 14 avril 1913.

des grandes puissances dans cette région, Paul Scott Mowrer, raconte l'histoire de l'expulsion du missionnaire américain Ericson d'Elbassan. Dans cette ville, Ericson était secondé dans sa mission par Tsilka, un des chefs du mouvement national albanais. Au moment de son expulsion, il fut accusé d'espionnage à la solde de l'Autriche⁵³. D'après Mowrer, cette accusation n'était qu'un prétexte. La véritable raison, il la cherche dans l'intolérance religieuse des pays balkaniques où la religion chrétienne orthodoxe est religion d'État, « l'orthodoxie grecque est religion d'État en Serbie et le gouvernement de Belgrade, est si attaché à cette foi, qu'il interdit formellement, dans les limites du royaume, l'établissement de toute mission ou l'exercice de tout prosélytisme en faveur d'une autre croyance »⁵⁴. Enfin, il ne manque pas à préciser qu'il tient ses renseignements d'un riche gentleman albanais, compagnon de Tsilka dans le mouvement national, mais qui « dîne actuellement chez le commandant serbe. Il s'agit d'A. Irfan Numan Bey »⁵⁵. En dehors des considérations personnelles de son interlocuteur et indépendamment de la validité d'une telle information, l'interprétation qu'avance le journaliste américain, participe de la construction d'une représentation des pays balkaniques à majorité chrétienne orthodoxe comme intolérants en matière religieuse. Une telle rhétorique essentialiste, fait reposer ses propos, sur l'existence d'une Église d'État dans ces pays. Ce faisant, elle oublie que ce phénomène était plutôt la règle sur le continent européen au tournant du XXe siècle. La différence entre les Balkans et les contrées occidentales, centrales ou septentrionales du continent, c'est que ce sont les doctrines chrétiennes orthodoxes et pas catholiques ou protestantes, qui font état de religion officielle. La politique des États balkaniques issus de l'Empire ottoman, en matière de respect de droits religieux de leurs sujets-citoyens autres que chrétiens orthodoxes, loin d'avoir été un exemple de tolérance, sa perception a été aussi façonnée par le déroulement de la question d'Orient. Or, dans le cadre de cette question, un de ses aspects majeurs, c'étaient les antagonismes pour la création et extension de sphères d'influence culturelles au sein des régions qualifiées d'orientaux, dont les Balkans. Vu que les religions dominantes dans les grandes puissances conquérantes de l'époque étaient les branches catholiques ou protestantes du christianisme, toute entrave à leur expansion, à travers par exemple l'interdiction ou la limitation d'activités de prosélytisme, ne saurait être perçue que comme preuve d'intolérance, et servir de prétexte pour stigmatiser comme intolérantes les institutions ecclésiastiques concurrentes, ainsi que les entités étatiques les soutenant et les instrumentalisant afin de continuer à nourrir un des piliers de leurs projets expansionnistes et assimilationnistes, à

53 Paul Scott Mowrer, « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 19 avril 1913.

54 *Idem*.

55 *Idem*.

savoir les sentiments de nationalisme religieux à côté de ceux d'un nationalisme politique et linguistique. Par ailleurs, l'accusation adressée à la Serbie pour son opposition aux missions non-orthodoxes, néglige de prendre en compte la dimension politique de cette décision, étant donné qu'un des moyens à travers lesquels s'exerçait la volonté d'immiscion de la double monarchie à la vie interne de ce pays, était justement par les biais de sa diplomatie 'culturale'.

Arrivé à Durazzo au début du mois de mars, le correspondant du *Matin*, tombe sur le carnaval orthodoxe. « Une banale auberge à façade jaune, deux ou trois pelouses piétinées, un violon, une clarinette et deux tambourins, pour comble une folie populaire : Paris ! (...) au bord de l'Adriatique des Slaves victorieux célèbrent le jubilé des Romanoff ! ». Dans l'église orthodoxe, la mise en scène suggère au spectateur la présence d'un nouvel ordre politique et militaire :

« les couleurs serbes couronnent l'autel sur son trône, entre les consuls d'Autriche d'Italie, en grand uniforme face au colonel Panovitch, commandant des troupes d'occupation, lui en tenue de campagne toute simple, le métropolitain exalte en même temps la dynastie des Romanoff et les triomphes des quatre alliés balkaniques. Le soir, un long cortège de flambeaux s'en ira devant l'ancien palais du mutessarif turc, maintenant résidence du gouvernement serbe »⁵⁶.

En avril, après la retraite du détachement serbe, la *Lanterne* publie une dépêche selon laquelle les Albanais de Pokinjé auraient tué deux jeunes chrétiens et pillé plusieurs magasins.

« Les Albanais qui avant la guerre avaient rempli les fonctions de gendarmes dans ces contrées ont endossé leur uniforme et se sont répandus dans les villages dans le but de piller les chrétiens et les musulmans, sous prétexte de lever les impôts pour le nouvel État albanais. A Kavaïr, plusieurs magasins, dont une pharmacie ont été pillés. Deux chrétiens ont été tués à Firenc »⁵⁷.

Par ailleurs, la *Lanterne* relate que dans plusieurs endroits, les paysans se sont soulevés et ont pillé les propriétés des beys. Les massacres des *tsetnik* et de l'armée régulière serbe contre les Albanais musulmans de la Vieille Serbie, autrement dit du vilayet du Kosovo, évoqués par Léon Trotski dans ses mémoires et inclus également dans le rapport de la dotation Carnegie, n'ont pas par contre, trouvé d'écho dans la presse française de mon corpus⁵⁸. Certes l'absence de corres-

56 Paul Scott Mowrer, « Au seuil de l'Albanie », *Le Matin*, 25 mars 1913.

57 « L'anarchie en Albanie », *La Lanterne*, 27 avril 1913.

58 Voir Rapport de la dotation Carnegie ...op.cit.

pondants de guerre envoyés par les journaux français sur place, du côté des populations ottomanes albanaises, aurait dû jouer un rôle. D'un autre côté, le manque de mécanisme de propagande albanais, capable de diffuser des informations dans la presse étrangère, ainsi que les représentations dépréciatives sur les Albanais au sein de l'espace médiatique français de l'époque, auraient dû également avoir leur part d'influence.

II. La question adriatique et la question albanaise face aux intérêts serbes et monténégrins

La question adriatique dans sa double dimension, d'antagonismes politiques, économiques et culturels opposant l'Italie, l'Autriche-Hongrie à la Serbie et au Monténégro soutenus par la Russie, et d'autre part les sujets ottomans se reconnaissant dans l'identité albanaise et militant pour la création d'un État albanais contre les visées territoriales de leurs voisins, occupe elle aussi une place importante dans l'espace médiatique français pendant les guerres balkaniques.

« Depuis quelque temps on ne parle que des Albanais. Les nations européennes se les disputent : les uns les voudraient indépendants, les autres voudraient les asservir. Il en est, cependant, bien peu qui les connaissent⁵⁹ ». Ce constat publié dans la revue très populaire *Le Petit Écho de la Mode* en janvier 1913, témoigne de l'intérêt suscité par la question albanaise auprès de la société française de l'époque⁶⁰. En pleine période de conflit militaire entre les royaumes balkaniques et l'Empire Ottoman pour le contrôle de ses possessions européennes, les débats sur la création d'un État albanais sont au cœur des négociations diplomatiques mais aussi au centre des discussions publiques, surtout en novembre, en avril et en mai, c'est-à-dire au moment où les tensions austro-serbes et austro-monténégrines au sujet de la délimitation des frontières de l'État albanais, battent leur plein. En dehors de l'aspect quantitatif de l'agenda albanais dans la presse française, il est aussi intéressant de relever, sa déclinaison qualitative, autrement dit le choix des sujets faisant la Une. Ainsi, le public de la *Croix*, journal de droite catholique et islamophobe, perçoit l'actualité 'albanaise' des guerres balkaniques, à travers des clichés d'Albanais catholiques⁶¹ ou la lapida-

59 «Les Albanais», *Le Petit Écho de la Mode*, janvier 1913.

60 Pour une estimation de cet intérêt voir le tableau qui relate les documents textuels et visuels, articles, cartes et clichés photographiques consacrés à l'Albanie, les Albanais et la question albanaise, à la Une de huit journaux français entre octobre 1912 et août 1913.

61 « Albanais catholique insurgé (cliché) », *La Croix*, 27 octobre 1912, « Femmes catholiques albanaises (cliché) », *La Croix*, 5 novembre 1912, « Un village

tion médiatique d'Albanais musulmans ayant « trahi la cause monténégrine »⁶². Les lecteurs du *Figaro* s'invitent à un voyage virtuel sur les lieux de l'actualité albanaise, à travers les analyses de l'envoyé spécial serbophile du journal Gaston Gavrier ou la publication des extraits de *l'Albanie inconnue* de Gabriel Louis-Jaray⁶³.

Dans ce journal⁶⁴ ainsi que dans d'autres proches d'une culture politique royaliste ou préoccupés par la promotion d'intérêts français dans la région, à l'instar du *Petit Parisien*⁶⁵, les rumeurs autour de la candidature du duc de Montpensier pour le trône du nouveau royaume, deviennent des événements médiatisés. La question du choix d'un souverain pour le nouvel Etat, occupe une place importante dans la presse française, avec la personnalité du prince Fuad d'Égypte, affichée à travers les colonnes du *Temps*⁶⁶ et du *Petit Parisien*⁶⁷, alors que celle d'Essad pacha, supposé favorable à l'influence française dans la région est fort médiatisée dans des journaux comme le *Journal*⁶⁸, le *Matin*⁶⁹ ou le *Petit Parisien*⁷⁰. Dans ces deux derniers, la nouvelle de capitulation de Scutari décidée par Essad pacha, est présentée à la fois sous forme de roman-feuilleton et de scandale de corruption, conformément aux goûts de leur public, friand de faits divers. Ces journaux ainsi que le *Journal*, souhaitent également offrir à leurs lecteurs l'illusion de leur rapprochement des zones du conflit, à travers la publication de clichés visant à les familiariser avec la vie quotidienne de ses acteurs⁷¹. Derrière une telle sélection de sujets illustrant l'actualité internationale,

catholique albanaise, l'église et la place publique (cliché) », *La Croix*, 30 novembre 1912.

- 62 « Les Albanais qui ont trahi la cause monténégrine sont forcés par les Monténégrins à assister, les mains liées derrière le dos, au bombardement de Scutari (cliché) », *La Croix*, 12 novembre 1912.
- 63 « L'Albanie inconnue », *Le Figaro*, 3 janvier 1913.
- 64 « Le trône d'Albanie », *Le Figaro*, 28 avril 1913.
- 65 « Le duc de Montpensier en Albanie », *Le Petit Parisien*, 18 mars 1913.
- 66 « Déclarations du prince Fuad d'Égypte (la question d'Albanie) », *Le Temps*, 12 janvier 1913.
- 67 « Le prince Ahmed Fuad pacha, prétendant au trône d'Albanie (cliché) », *Le Petit Parisien*, 21 décembre 1912.
- 68 « Essad pacha sera-t-il prince d'Albanie ? », *Le Journal*, 28 avril 1913.
- 69 « Le marché entre le roi de Monténégro et le gouverneur de Scutari Essad pacha », *Le Matin*, 28 avril 1913.
- 70 « L'histoire romanesque d'Essad Pacha », *Le Petit Parisien*, 28 avril 1913.
- 71 « Les habitants d'un village albanaise discutant les événements (cliché) », *Le Petit Parisien*, 15 mai 1913, « Le bazar à Scutari (cliché) » *Le Journal*, 24 avril 1913, « La mode féminine à Scutari d'Albanie », *Le Matin*, 8 juin 1913.

on pourrait supposer à la fois la volonté de ces médias de satisfaire la curiosité ethnographique-folklorique de leur public, aiguisée par le développement de la culture du voyage, pour la découverte d'« Ailleurs représentés comme exotiques, ainsi que leur volonté de démontrer leur capacité de concurrencer le cinématographe naissant, par la projection sur l'écran d'images des séquences de la guerre, censées créer l'illusion d'une immersion du spectateur dans le paysage filmé, supprimant la distance le séparant de celui-ci.

D'un autre côté, dans un journal nationaliste comme le *Petit Journal*, ce sont surtout des nouvelles présentées sous un ton inquiétant et alarmant au sujet du partage de l'Albanie entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie qui occupent la Une⁷², alors que sa position pro-serbe et islamophobe, s'affiche ouvertement dans la publication des clichés mettant en scène une occupation idyllique de Scutari par l'armée serbe contre la démonstration de la férocity des combattants Albanais musulmans⁷³. Au contraire, les termes employés par le *Petit Parisien* pour qualifier l'occupation serbe des territoires albanais ou revendiqués comme tels par le nouveau gouvernement albanais, ne sont pas les mêmes et le journal le plus lu et proche du gouvernement, qui parle d'invasion⁷⁴, reflétant éventuellement les préoccupations des milieux diplomatiques sur les complications d'une telle intervention. Enfin, dans ce journal ainsi que dans le *Petit Journal*, le *Journal* ou le *Temps*, la question albanaise est traitée à travers les analyses de leurs spécialistes des relations internationales, André Chéradame, Saint-Brice ou André Tardieu, insistant tous sur le rôle de l'Europe dans sa résolution⁷⁵.

Au moment où des revendications conflictuelles, des ambitions ou des convoitises contradictoires opposent les Grandes Puissances et les royaumes balkaniques pour la délimitation des frontières d'un État albanais, le public français reçoit donc des informations et appréciations divergentes. Des événements militaires comme le siège de Scutari, aux coulisses des conférences internationales, en passant par les péripéties sur le choix du futur souverain, la naissance de l'Albanie moderne est largement médiatisée dans la presse française. En

72 « L'Autriche et l'Italie vont-elles intervenir toutes deux en Albanie ? », *Le Petit Journal*, 4 mai 1913.

73 « Les Serbes s'installent à Durazzo, notre photo les montre occupés à construire une boulangerie (cliché) », *Le Petit Journal*, 30 novembre : « Quelques instruments de torture albanais ; en Vieille Serbie, le clergé serbe va enterrer une tête coupée par des Albanais (cliché) », *Le Petit Journal*, 7 décembre 1913.

74 « L'armée serbe envahit l'Albanie », *Le Petit Parisien*, 30 octobre 1912.

75 « L'appel de l'Albanie à l'Europe », *Le Journal*, 30 novembre 1912, « L'Albanie future et l'Europe », *Le Petit Journal*, 7 janvier 1913, « Et l'Europe ? (question albanaise) », *Le Temps*, 5 mai 1913.

novembre 1912, la question albanaise est située au cœur de la question des Balkans, dans une région comme le commentait Ernest Judet dans l'*Éclair*, « fertile en complications et en revendications infinies, où s'entrecroisent et s'enchevêtrent tant d'influences, d'intrigues et d'ambitions »⁷⁶).

A côté des perceptions antagonistes au sein de la presse française, au sujet de la création d'un État albanais, la *Bataille syndicaliste* après avoir commenté le fait que l'Albanie est moins connue que le plateau du Tibet, soulève la question suivante : « Mais où commence et où finit l'Albanie ? »⁷⁷. Ses limites « varient au gré des intérêts qui les fixent »⁷⁸), répond Hubert Lagardelle dans l'*Humanité*. De son côté, Louis Arnaud, constate que même si l'on rencontre des Albanais partout dans les Balkans, « à l'ouest du Vardar jusqu'aux environs d'Athènes et dans la partie Nord du Péloponnèse vers l'isthme de Corinthe Mégara et les îles où ils forment depuis trois siècles le fond de la population, il est fort difficile de délimiter théoriquement un pays qui porterait le nom d'Albanie »⁷⁹). En dehors de l'époque de Skanderberg au XVe siècle, « l'Albanais Georges Kastrioti de Kroïa (...) il n'y eut jamais de royaume albanais »⁸⁰) écrit-il, dans une lecture 'nationaliste' d'une époque pré-nationale dans les Balkans.

André Chéradame, essayant lui aussi de tracer les frontières de l'Albanie, la désigne comme une région « toute spéciale, divisée en une série de cloisons étanches dont les montagnes forment les parois et qui communiquent par un petit nombre de passages »⁸¹). Pour sa part, Alphonse Muzet, ingénieur civil qui parcourut les pays balkaniques à la veille du conflit, considère que l'Albanie officielle s'étend entre la mer Adriatique, et la Macédoine, « elle est limitée au nord-ouest par le Monténégro, et au sud par la Thessalie, province grecque. »⁸²).

De son côté, le prince Fuad, fils du khédivé Ismail, arrivé à Paris en janvier après son séjour à Vienne et à Rome, ne peut pas rester indifférent face à la question albanaise. Ce descendant de Mehemet Ali, Albanais d'origine, interviewé par Ray-

76 Ernest Judet, « L'Albanie », *L'Éclair*, 9 novembre 1912.

77 « Serbie-Autriche, après l'affaire Prochaska », *La Bataille syndicaliste*, 23 décembre 1912.

78 Hubert Lagardelle, « Autour de l'Albanie », *L'Humanité*, 15 avril 1913.

79 Louis Arnaud, « Lettre d'Athènes », *La Croix*, 28 décembre 1912.

80 *Idem*.

81 André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.

82 Alphonse Muzet, *Aux pays balkaniques, Monténégro, Serbie, Bulgarie*, Paris, 1913, p.16.

mond Récouly, le spécialiste des relations internationales du *Figaro*, dessine les frontières idéales du nouvel État en précisant qu'« il faut que le nouvel État englobe toutes les populations albanaises sur les territoires albanais. (...) partout où se trouvent des Albanais, partout où résonne la langue albanaise, jusque là doit s'entendre la principauté d'Albanie »⁸³. Une telle définition des frontières albanaises, comprenait des villes comme Scutari, Ipek, Djakovo, Prizrend, Uskub, Monastir, Janina. C'est le projet d'une Grande Albanie qui est désormais esquissé et retrouve sa place sur l'échiquier de la question d'Orient à côté des Grandes Idées d'États précédemment issus des possessions balkaniques de l'Empire ottoman. Entre revendications expansionnistes conflictuelles opposant les nationalistes albanais et les nationalistes des pays voisins, et visées impérialistes contradictoires opposant les grandes puissances européennes, trois projets de délimitation des frontières de l'État albanais sont tracés. Ils sont présentés par André Chéradame dans l'*Illustration*. En premier lieu, le gouvernement provisoire albanais, sous la direction d'Ismail Kemal bey, « demande la reconnaissance de l'Albanie sous la forme la plus étendue, qu'il soit possible de lui donner. Dans leur projet, les Albanais englobent toutes les régions où se trouvent des groupements albanais sans se soucier de savoir si, sur certaines fractions du territoire ainsi constitué, existent d'autres populations »⁸⁴. Le projet autrichien, d'une étendue intermédiaire entre celui des Albanais et celui des alliés, « est inspiré surtout par des considérations politiques. (...) Il a pour objectif de constituer une barrière puissante entre la Serbie et la mer »⁸⁵.

Suite à une telle perception concurrente de la délimitation des frontières de l'État albanais, elle se heurte à deux achoppements principaux, d'une part au sud, aux revendications grecques au sujet du sandjak de Janina, et d'autre part, au nord

83 Raymond Recouly, « Déclarations du prince Fuad sur l'Albanie », *Le Figaro*, 12 janvier 1913.

84 On retrouve une ébauche de ce projet dans l'appel lancé par la société albanaise Drita, à Bucarest en octobre 1913. Les signataires, président N. N. Nacio ; membres du comité, (mahométans) Dr I. Témo, Ismail pacha, Giafer bey, Hamdy suleiman, (catholiques) Mark Piétri, Filip Marko, D. Gaspar Iakowa, (orthodoxes) Thimi Naoum, Ndrek Alilozi, Naqi N. Kovacs, THimi Viso Pilka) désignent comme des vilayets presque exclusivement peuplés par des Albanais, ceux de de Shkodra, Janina, et Usküb ainsi que la plus grande partie de la population du vilayet de Monastir. Voir *AMAE*, Monastir/26, reçu le 26 octobre 1903 ; appel de la société albanaise 'Drita' Bucarest, le 1/14 octobre 1903.

85 André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.

aux ambitions serbes dans le vilayet du Kosovo, et à celles du roi Nikita par rapport à la ville de Scutari. Des deux côtés, les Alliés s'étaient mis d'accord pour réduire le plus possible la part que la conférence de Londres voulait assigner à l'Albanie autonome. Face à une telle situation diplomatique, les tensions se raniment. D'après Raymond Récouly il ne faudrait pas que « l'Autriche voulût étendre outre mesure ces frontières »⁸⁶. Au mois de mai, dans le cadre du différend austro-monténégrin, le *Figaro* affirme que selon ses informations, en cas d'intervention austro-italienne, « l'Italie (...) s'installerait à Valona et occuperait l'Albanie jusqu'au fleuve Schkumbi, au sud d'Elbasan, les troupes autrichiennes débarqueraient à Saint-Jean de Médoua et à Durazzo »⁸⁷. De son côté, Veillard relève dans l'*Humanité* que les socialistes n'ont jamais été dupes de l'attitude officielle des gouvernements autrichien et italien dans la question albanaise. « Dès le début du conflit austro-serbe, nous avons nettement indiqué que l'empire des Habsbourg ne visait qu'à enfoncer, sous la forme d'une Albanie autonome, un coin autrichien ou plutôt vu son entente avec l'Italie un coin austro-italien dans les territoires conquis par les alliées balkanique »⁸⁸. Quant à l'*Écho de Paris*, il considère au moment de la conférence des Ambassadeurs à Londres, qu'en réalité le débat sur les frontières de l'Albanie, n'est ni d'ordre géographique, ni d'ordre purement politique, il s'agit d'un débat austro-russe »⁸⁹.

Edouard Herriot décrit dans *le Journal* en mai 1913, le paysage entre la mer Adriatique et la montagne du Schar. Il suffit de l'avoir entrevue, affirme-t-il, pour en garder à jamais le souvenir. « Jusqu'à 2800 mètres, des crêtes s'élèvent, brutalement cassées. Le Drin, qui est le grand fleuve d'Albanie, se trace laborieusement un passage au fond des ravins. Deux lacs jumeaux, Okrida et Prespa, unissent par des échanges souterrains leurs eaux profondes et glacées. Des troupeaux paissent une herbe rare »⁹⁰. Dans cet espace vivent des Albanais, les uns chrétiens, « ce sont les Mirdites », les autres musulmans, ce sont les « Arnaoutes ou Begs ».

86 Raymond Recouly, « La situation », *Le Figaro*, 16 novembre 1912.

87 « Carte de l'Albanie », *Le Figaro*, 4 mai 1913.

88 B. Veillard, « L'Autriche et l'Italie voudraient se partager l'Albanie », *L'Humanité*, 4 mai 1913.

89 « La délimitation de l'Albanie et la conférence des Ambassadeurs », *L'Écho de Paris*, 18 février 1913.

90 Edouard Herriot, « Autour de Scutari », *Le Journal*, 2 mai 1913.

Parmi les paramètres du règlement des frontières septentrionales de l'Albanie, la présence de la communauté des Mirdites façonne la perception de ce différend dans une partie de l'espace médiatique français. A la veille de la Première Guerre balkanique, la *Croix* souligne que « la France ne peut se désintéresser complètement des affaires de l'Albanie dont une partie de la population, les Mirdites, tribu catholique groupée dans les montagnes, est placée sous le protectorat de la France. »⁹¹. Bianconi dans le *Temps*, affirme en décembre que les Mirdites ou Guègues catholiques se trouvent dans une situation tout à fait exceptionnelle pour des chrétiens sujets ottomans. Ils forment des tribus indépendantes les unes des autres. Ces tribus sont groupées dans les massifs montagneux qui avoisinent la ville de Scutari et entre les fleuves Drin et Matti. Chacune de ces tribus « comprend plusieurs *bairaks* ou bannières rappelant les clans d'Ecosse »⁹².

Maurice Pernot, correspondant à Vienne du *Journal des Débats* pendant les guerres balkaniques, après avoir séjourné à Rome entre 1909 et 1910 pour étudier la politique du Vatican, dans une note qu'il adresse à l'ambassadeur français en Autriche-Hongrie, Alfred Dumaine, précise que les Mirdites constituaient en Albanie sous le régime ottoman une communauté spéciale avec une organisation propre et des privilèges particuliers. De surcroît, bien qu'en Albanie le protectorat catholique soit exercé par l'Autriche, les catholiques Mirdites, qui « prétendent avoir des origines françaises ou gauloises n'ont jamais laissé passer une occasion d'affirmer leur attachement à la France ». A la fin du mois de janvier, le chef des Mirdites, Prenk Bib Doda, a fait un séjour à Rome. Lors de ses entretiens avec des hauts fonctionnaires de la cour pontificale, il aurait apparemment abordé la question de « la situation qui serait faite au peuple mirdite dans la future Albanie »⁹³. De son côté, le ministre français à Rome, informe le quai d'Orsay qu'il rencontre chez le marquis de San Giuliano, le prince des Mirdites, Bib Doda, inquiet de l'influence autrichienne. D'après lui, l'archevêque de Scutari qui est acquis à la propagande autrichienne serait parti pour Vienne probablement « pour aller y négocier la soumission des Malissores »⁹⁴, autre communauté de chrétiens catholiques en Albanie du Nord.

91 G. Bertram, « Le péril slave », *La Croix*, 1^{er} octobre 1912.

92 F. Bianconi, « Les Albanais ou Skiptars », *Le Temps*, 26 décembre 1912.

93 *AMAE*, Athènes/285, Vienne, le 8 avril 1913, n°100, au sujet des Mirdites.

94 *AMAE*, Turquie/479, Rome, le 28 juillet 1913, n°277 au MAE, entretien avec Bib Doda, prince des Mirdites.

Pour s'opposer à cette manœuvre, Bib Doda se rend auprès du cardinal Agliardi, lui présentant l'importance de l'unité d'action pour l'avenir du catholicisme en Albanie. Le cardinal Agliardi lui, aurait affirmé que si l'archevêque de Scutari ne suivait pas le chef des Mirdites dans ses intentions, il serait désavoué par le Vatican. Le but de Bib Doda paraît être selon le diplomate français,

« (...) de faire nommer archevêque de Scutari, l'abbé mitré d'Orosch, Mgr Primo Dochi avec lequel il a des liens de quasi suzeraineté. De cette manière s'il n'avait pas à craindre les incursions des Serbes sur son territoire il constituerait une petite principauté autonome dans l'Albanie septentrionale qui barrerait le passage aux Autrichiens et assurerait la construction et la garde de la future ligne de chemin de fer »⁹⁵.

D'autre part, l'ambassadeur français à Rome, affirme que les rapports de Bib Doda et d'Essad Pacha semblent excellents et le gouvernement italien voyant que les sphères d'action de ces deux personnalités albanaises sont distinctes semble « désireux de ménager entre eux une entente. Essad qui est à Naples va venir à Rome voir Bib Doda et je crois savoir que c'est à la Consulta qu'ils se rencontreront »⁹⁶. Il est assez intéressant de constater, souligne l'ambassadeur français, qu'au moment où « l'Italie cherche à donner à l'Europe l'impression qu'en matière balkanique, elle seconde brillamment l'action de l'Autriche, elle agit comme si elle voulait fortifier le nord de l'Albanie contre les entreprises autrichiennes »⁹⁷.

Ces agissements de la diplomatie italienne ne sont pas pour autant perceptibles dans l'espace médiatique français. Par contre, le *Radical* annonce en août que de nouvelles écoles italiennes étaient inaugurées en Albanie septentrionale⁹⁸. De son côté, Frantz de Janssen informe le consul français à Monastir que le bey Issa Boletinatz lui a déclaré que si « l'Europe ne rendait pas à l'Albanie autonome tout ce qui lui appartient dans le villayet de Cossovo il ferait la guerre contre la Serbie »⁹⁹. Le consul français à Uskub, transmet quant à lui, au ministre des Affaires étrangères, une copie du factum qui lui a été adressé au nom du peuple alba-

95 *Idem*.

96 *Idem*.

97 *Idem*.

98 « De nouvelles écoles italiennes inaugurées en Albanie septentrionale », *Le Radical*, 29 août 1913.

99 *AMAЕ*, Monastir, 27, Monastir le 28 juin 1913, n°22.

nais par la Ligue noire de Kossovo. Dénonçant les visées expansionnistes des royaumes balkaniques contre l'Albanie, il affiche sa détermination à ne jamais reconnaître « des appellations telles que Vieille Serbie ou Épire »¹⁰⁰. D'après le consul français, ce *factum* aurait été rédigé « à l'instigation des consuls d'Autriche à Uskub », s'opposant à la politique des États balkaniques « tendant à morceler l'Albanie ».

En ce qui concerne la délimitation de ses frontières septentrionales, deux différends majeurs surviennent tout au long des conflits balkaniques : celui austro-serbe autour de la ville côtière de Durazzo et celui austro-monténégrin au sujet de la souveraineté sur la ville de Scutari.

Le Progrès de Lyon, publié en novembre, une caricature du quotidien illustré anglais *The Daily Graphic*. On y voit un petit baigneur serbe sur la plage de la mer Adriatique où est planté l'écrêteau 'défense de se baigner' se demander avec inquiétude devant « les flots courroucés des diplomates autrichiennes, allemande, italienne comment aller se baigner dans une mer avec de telles vagues ? »¹⁰¹. De son côté, Marcel Dubois, professeur de géographie coloniale à la Sorbonne, écrit en novembre en plein désaccord austro-serbe, dans le *Matin* que les peuples des Balkans veulent désormais être maîtres chez eux, éviter l'encerclement, l'étouffement, la mise en tutelle. « Leurs diplomates ne laissent plus séparer les questions politiques des questions économiques comme on fait encore dans certaines chancelleries ; ils savent qu'on peut les tuer commercialement après les avoir laissés politiquement s'épancher »¹⁰². Son allusion à 'la guerre des cochons' ou 'guerre des frontières' proclamée par l'Empire austro-hongrois contre le royaume serbe en 1906¹⁰³, résonne également dans la

100 *AMAE*, Turquie/238, Uskub, le 18 octobre 1912, n°125.

101 « Une caricature étrangère », *Le Progrès de Lyon*, 15 novembre 1912.

102 Marcel Dubois, « Les Confédérés balkaniques et la mer », *Le Matin*, 24 novembre 1912.

103 Le traité de commerce conclu en 1882, renouvelé en 1892, entre la double monarchie et le royaume de Serbie, accordait des conditions favorables à l'exportation serbe des céréales et du bétail, dont le porc, vers le marché austro-hongrois et l'exportation de produits industriels austro-hongrois vers le marché serbe. Quand la Serbie tenta de diversifier les destinations pour l'exportation de ses produits, afin de réduire sa dépendance économique et par conséquent politique à l'égard de la double monarchie, celle-ci réagit. L'établissement d'une union douanière entre la Serbie et la Bulgarie en 1905 concurrençant les produits austro-hongrois et la commande des munitions pour l'armée serbe à l'industrie militaire française, exacerbèrent la diplomatie austro-hongroise qui décida des sanctions économiques contre le royaume de Pierre Ier, fermant ses frontières à l'importation du porc

perception de ce différend chez René Lebault du *Petit Journal*. Il affirme que l'accès serbe à la mer Adriatique serait avantageux pour les Français également car il permettrait aux commerçants serbes d'exporter leurs produits par voie maritime vers la France en contournant les obstacles que pourraient leur dresser les Autrichiens¹⁰⁴.

Par ailleurs, Alfred Massé qui écrit dans la *Lanterne*, considère que ce n'est pas tant la perspective de voir la Serbie posséder un port sur l'Adriatique qui irrite l'Autriche, que les victoires des alliés qui ont compromis le projet qu'elle chérissait depuis son entrée dans l'orbite de la Prusse, quand à l'instigation de Bismarck, elle « a porté ses vues du côté de l'Orient, et considère que tout le territoire la séparant de Salonique est pour elle une terre promise »¹⁰⁵. Selon Edouard Driault, dans le *Figaro*, le tropisme balkanique de l'impérialisme autrichien, son « balkanisme » est à la fois le résultat de la politique prussienne lui accordant la Bosnie, et napoléonienne qui l'a chassé de l'Italie lui donnant une part de l'héritage vénitien, l'Istrie et la Dalmatie¹⁰⁶.

En janvier, le *Temps* relate l'article publié par le journal serbe officieux, *Samooprava* sous le titre 'Qu'on le sache' et qui fut « un cri de révolte contre les tentatives d'arracher par la constitution d'un nouvel État albanais une partie des territoires serbes que les sacrifices du pays lui avaient de nouveau réunis »¹⁰⁷. De son côté, la *Croix* publie les télégrammes envoyés aux plénipotentiaires de la conférence de Londres de la part des Albanais chrétiens et les catholiques de Durazzo, des Albanais de Tirana et des environs et des ottomans de Croja, dans lesquels ils « déclarent qu'ils ne désirent pas l'autonomie albanaise, pour laquelle le peuple albanais n'est pas mûr, mais disent vouloir rester sous la domination de la Serbie qui est capable d'apporter au pays la

serbe. Ces mesures eurent des répercussions directes sur la balance commerciale entre les deux pays. Tandis qu'en 1905 l'Autriche-Hongrie recevait 90% des exportations agricoles serbes, en 1907, elle n'en reçoit plus que 30%. Cette situation gêne certains industriels autrichiens, qui voient les Serbes réduire leurs commandes, mais elle favorise les éleveurs qui n'ont plus à subir la concurrence serbe. D'un autre côté, elle représente une menace pour la paysannerie serbe. Pourtant le gouvernement serbe réussit à contourner ces obstacles, en signant de traités de commerce avec d'autres pays et en trouvant de nouveaux débouchés pour ses produits. Néanmoins, cet événement nous montre à quel point les antagonismes économiques sous forme en l'occurrence de guerre commerciale, constituent un élément incontournable de la compréhension des relations conflictuelles entre les différents acteurs de la question d'Orient.

104 René Lebault, « Le port serbe », *Le Petit Journal*, 16 novembre 1912.

105 Alfred Massé, « Question d'Orient », *La Lanterne*, 27 novembre 1912.

106 Edouard Driault, « L'Autriche balkanique », *Le Figaro*, 18 novembre 1912.

107 « Un appel serbe à l'Europe », *Le Temps*, 6 janvier 1913.

justice, l'équité et le bien-être »¹⁰⁸). Cette nouvelle est également relatée dans le *Temps*, deux mois plus tard¹⁰⁹).

Envoyé sur le théâtre de la guerre, du côté bulgare, par son journal *The Chicago Daily News*, après avoir couvert la campagne de Tchataldja, Paul Scott Mowrer traverse en train toute la contrée, de Dimotika et de Dedeagatch à Salonique, pour revenir ensuite à Monastir, d'où une voiture le conduisit, en compagnie d'un professeur bulgare lui servant de guide, à travers une région montagneuse alors ensevelie sous la neige à Ohrid, au seuil de l'Albanie. D'après lui, cette région n'est pas réellement en Albanie, « elle est à l'une des extrémités de la contrée. Si la ville est aux trois quarts bulgare et si les paysans de l'Est, sont pour la plupart, bulgares ou serbes, les montagnards de l'Ouest, sont de pure race albanaise »¹¹⁰).

Pour sa part, l'historien serbe Yakšić, représentant de la propagande serbe à Paris, développe en février dans le *Temps* la thèse de son pays au sujet de ses revendications territoriales à l'égard de l'Albanie. Afin de convaincre le public français du bien fondé de ces revendications, il emploie une série d'arguments d'ordre ethnographique, historiographique ou représentationnel. Tout d'abord, il présente la région d'Ohrid et de Dibra comme « un morceau de Macédoine slave sous l'inondation partielle et récente d'une féodalité albanaise »¹¹¹). En janvier, le *Temps* s'est déjà transformé en tremplin pour la diffusion de la propagande serbe. Cette fois-ci, les Serbes pour faire valoir leurs droits sur les territoires qu'ils occupent, mettent en avant des arguments d'ordre 'civilisationnel' en affirmant que :

« Ceux qui connaissent bien les Serbes et les Albanais ne contestent point la suprématie des premiers quant à la civilisation générale et quant au progrès dans toutes les manifestations de la vie humaine. (...) Nous ne pouvons admettre que les grandes puissances se prononcent en faveur de l'autre alternative ; soumettre au régime arriéré des Albanais des populations serbes beaucoup plus civilisées. Le droit qu'a une nation civilisée d'exercer sa mission civilisatrice auprès d'un peuple arriéré n'est point une innovation »¹¹²).

108 « Les Albanais qui veulent être Serbes », *La Croix*, 6 janvier 1913.

109 « Adresse albanaise aux ambassadeurs à Londres », *Le Temps*, 3 mars 1913.

110 *Ibid.*, 29 mars 1913.

111 Yakchitch, « Albanie et Serbie », *Le Temps*, 21 février 1913.

112 « Le memorandum serbe », *Le Temps*, 23 janvier 1913.

La propagande serbe avance ainsi, des arguments chers à une société majoritairement acquise aux arguments de la rhétorique et logique de l'expansion coloniale, légitimant les conquêtes territoriales en Afrique ou en Asie, à travers la conformité de ces opérations aux critères d'hierarchisation civilisationnelle établie par les élites intellectuelles des pays conquérants. D'après un tel système de classement du monde, d'une telle « cosmothéorie », il y avait des peuples et des sociétés qui en raison de leur civilisation avancée se réservaient le droit, voire même l'obligation morale, à 'civiliser' des peuples et des sociétés placées à des degrés inférieurs de la pyramide taxinomique¹¹³. Par ailleurs, le mémorandum serbe publié dans le *Temps*¹¹⁴, souligne que ce n'est pas « par une guerre légitime, mais simplement par les cruautés, par les atrocités et par la violence que les Serbes ont été chassés de leur propre pays ou réduits à n'y être qu'en minorité à la fin du XVIIe siècle. L'historien serbe fait allusion à la migration des populations chrétiennes orthodoxes habitant le vilayet du Kosovo et leur remplacement par des populations musulmanes, suite au second siège de Vienne. D'après Brice dans le *Journal*, le nœud de la question est de savoir si pour tracer les frontières septentrionales et occidentales de l'Albanie, on se placera du point de vue du droit historique ou du droit des nationalités. « C'est bien ainsi que la question se pose. Les Slaves invoquent les traditions du passé et prétendent nous ramener à l'apogée de la domination serbe du XVe siècle »¹¹⁵. De son côté, André Chéradame rappelle à ses lecteurs que les Serbes tiennent énormément à la possession de Prizrend qui au treizième siècle, « fut la capitale de l'empire serbe de Douchan le Grand. »¹¹⁶. On assiste à deux perceptions concurrentes du règlement de la délimitation des frontières, l'une mettant en avant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et l'autre basée sur une lecture des enjeux territoriaux du présent, à travers la mobilisation du passé. Dans la première approche, il s'agit d'identifier ou de codifier l'appartenance des individus à tel ou tel autre groupe ethnique ou national. Dans la deuxième perspective, il s'agit de nationaliser, au nom

113 Suite au discours de mission civilisatrice largement diffusé au temps du colonialisme raciste du XIXe siècle, la référence à des concepts ou ensembles idéologiques tels que le socialisme, la démocratie ou le développement économique, a servi d'outil de légitimation de l'ingérence politique, économique ou culturelle dans l'ère post-coloniale.

114 *Idem*.

115 Brice, « La question albanaise », *Le Journal*, 17 février 1913. Sur l'usage politique de l'histoire médiévale de la région des Balkans par les auteurs, promoteurs et diffuseurs de la pensée nationaliste dans les Balkans, voir Magdearu, A. (2008) « *The wars of the balkan peninsula and their medieval origins* ». Lanham : Scarecrow Press.

116 André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.

de l'intérêt présent, des entités étatiques ayant préexisté sur les espaces revendiqués, et avec lesquelles il convient de tisser des liens de parenté ethnique et/ou nationale et de continuité historique.

Pour sa part, Gaston Gravier,¹¹⁷⁾ afin de relativiser la pertinence des revendications albanaises, souligne dans la *Revue de Paris*, qu'en Albanie du nord, Albanais et Serbes, musulmans et chrétiens, portent un costume identique composé d'une « courte veste de laine blanche, culottes à pont-levis, rayées de noir, serrées aux jambes, et, coiffant le sommet de la tête, la petite cape blanche de laquelle descend sur le crâne rasé, la longue mèche de cheveux ». De surcroît, dans l'Albanie du Nord,

« (...) le type physique des individus ne permet pas non plus de se prononcer avec certitude. Les ethnographes s'accordent à reconnaître que c'est dans la région d'Elbassan et de Berat que la race s'est conservée la plus pure. Là vivaient les vrais Skhipétars, les fils de faucon... Vers l'Est et le Nord-Est, très vite ce type se raréfie. (...): les croisements avec les Slaves ont été plus fréquents »¹¹⁸⁾.

L'écrivain favorable à la cause serbe, adepte d'une définition raciste de l'appartenance d'un individu à une communauté nationale, basée sur des critères d'apparence physiologique, hostile à toute idée d'hybridation, de brassage de populations, se sert également des apports linguistiques divers et variés dans la formation de l'albanais de son époque, pour relativiser ou invalider les revendications territoriales albanaises. Remettant en question sa 'pureté' ou continuité avec l'illyrien de l'antiquité, il essaye d'invalider ainsi, l'existence d'un des critères considéré comme fondamental par les nationalistes de son temps afin de se prononcer sur la pertinence des revendications nationalistes d'un groupe d'individus, à savoir une langue censée le distinguer d'autres groupes concurrents, et être restée le plus proche possible des ancêtres linguistiques qu'il vénère dans son panthéon national¹¹⁹⁾.

117 Gaston Gravier, « L'Albanie et ses limites », *Revue de Paris*, janvier 1913, p200-224, p.204.

118 *Ibid*, p.205.

119 Dans les Balkans, le phénomène du nationalisme linguistique s'exprima chaque fois qu'un nouvel Etat-nation s'était créé dans le cadre de la question d'Orient. Il s'est manifesté d'une part, par le choix comme langue officielle de langues censées lui assurer une continuité linguistique avec les héritages du passé, la langue servant dans une telle démarche à la fois de marqueur d'identité nationale et de vecteur de continuité historique. D'autre part, ce nationalisme linguistique s'est exprimé à travers des pratiques de 'purification' linguistique, consistant à enlever des mots ou expressions empruntés à des langues avec lesquelles la langue choisie comme officielle au sein de l'Etat-nation, avait coexisté ou par lesquelles était influencée

En dehors de ses affinités personnelles pro-serbes, Gaston Gavrier inscrit dans ses arguments le règlement de la question albanaise et plus généralement de la question d'Orient dans sa dimension balkanique, dans un processus de construction d'identité-différence nationale¹²⁰. Ce processus consiste à la volonté de la part des nationalistes¹²¹ de chaque communauté au sein de l'Empire ottoman, d'établir et de revendiquer l'existence de leur 'nation' à travers la constitution d'une série de particularités culturelles, vestimentaires, linguistiques ou autres, très souvent partagées jusqu'alors avec des groupes voisins à l'égard desquels ils souhaitent d'une part se distancier et construire d'autre part leur appartenance à une culture distincte.

En ce qui concerne le sort de Scutari et sa revendication à la fois par les Monténégrins et les Albanais, l'*Humanité* rappelle qu'il avait été réglé à la suite d'une entente austro-russe qui donnait Scutari au futur État albanais, en échange de Diakova cédée par l'Autriche à la Serbie¹²². D'après le journal socialiste, la presse nationaliste, « le *Temps* de M. Tardieu en tête »¹²³, s'est efforcée de justifier « par le droit des peuples à leur autonomie les prétentions du roi des brigands monténégrins sur Scutari ». Or, Jaurès avait déjà montré que le Mon-

tout au long des périodes pré-nationales. Ce processus est bien illustré par la création d'une langue artificielle par les savants nationalistes-orientalistes représentant les élites intellectuelles de l'État grec au début du XIXe siècle. Cette langue désignée sous le terme de 'katharevousa' (la langue purifiée) était caractérisée à la fois par des règles de grammaire, de syntaxe et un vocabulaire la rapprochant du grec ancien, alors qu'en même temps, un effort systématique a été fait pour écarter des mots ou expressions provenant d'autres langues comme le turc, représentant à la fois la langue officielle de l'État contre lequel se construit le nationalisme grec, mais aussi l'Orient dans l'imaginaire orientaliste de l'époque. Lors de l'élaboration du turc moderne dans la République turque des années 1920, une même volonté de 'purifier' la langue d'emprunts arabes ou persans, identifiés à l'Orient, et allant à l'encontre de l'occidentalisation du pays voulu par Mustafa Kemal a également vu le jour. Plus récemment, l'insistance des instances étatiques et académiques des pays issus de l'ex Yougoslavie à mettre en avant la spécificité d'une langue serbe, croate ou bosniaque, pourrait être interprétée comme une volonté de distinction nationale et de distanciation vis-à-vis de l'État fédéral yougoslave et du serbo-croate reconnue comme sa langue officielle.

120 Sur l'existence de cultures communes dans les Balkans avant l'expression des mouvements nationalistes dans le cadre de la question d'Orient, voir Detrez, R., Plas, P. (eds.) (2005) « *Developing cultural identity in the Balkans : convergence vs. Divergence* ». Bruxelles : Peter Lang et Kitromilides, P. (1989) « Imagined communities and the origins of the national question in the Balkans », in : *European History Quarterly*, 19 : pp.149-94.

121 Dans le sens de tous ceux qui agissent en vue de la reconnaissance et naissance d'un État-nation issu de l'espace ottoman.

122 B. Veillard, « La démonstration contre Monténégro serait internationale », *L'Humanité*, 2 avril 1913.

123 « Scutari est une ville purement albanaise », *L'Humanité*, 11 avril 1913.

ténégro n'avait aucun droit sur Scutari. La publication de deux témoignages dans le journal libéral anglais, le *Daily News*, qui fut d'ailleurs « depuis le début de la guerre d'Orient, plutôt suspecté d'une partialité exagérée pour les alliés »¹²⁴, venait à l'appui de cette thèse. Il s'agit de témoignages de deux journalistes, correspondants de guerre et spécialistes des questions internationales, Leland Buxton et Henry-Noel Brailsford¹²⁵ qui, l'un et l'autre manifestèrent selon le journal socialiste français, « à maintes reprises leurs sympathies pour les États balkaniques, pour les Bulgares et les Serbes en particulier »¹²⁶. Leland Buxton affirme ainsi avoir :

« ...passé des heures innombrables à discuter de politique dans cette région, avec des hommes de toutes les opinions politiques et religieuses, et jamais je n'ai même entendu suggérer que la population de Scutari fut autre chose qu'albanaise. (...) même les villages environnants étaient entièrement albanais, avec la seule exception de Vraka, à quelques milles de la cité, sur la route de Tuzi, où on remarquait le costume serbe »¹²⁷.

Quant aux reproches faits aux Albanais concernant leur ignorance et leur indiscipline, et mis en avant comme arguments par ceux qui s'opposent à la création d'un État indépendant, *l'Humanité* se demande si les Monténégrins « ne sont pas moins illettrés et moins turbulents »¹²⁸.

Le *Petit Parisien*, relais dans l'espace médiatique d'une ligne gouvernementale, s'oppose quant à lui, à l'occupation de la ville de Scutari par le roi monténégrin, car une telle occupation déferait la volonté exprimée par les grandes puissances lors de la conférence de Londres¹²⁹. La démonstration navale est par ailleurs perçue dans le

124 *Idem*.

125 Leland Buxton (1884-1967) était le frère d'Edward Noel-Buxton, cofondateur du *Balkan Committee*, une association créée après l'échec de la révolte d'Illinden en Macédoine ottomane en 1903 afin d'influencer la politique britannique en faveur des revendications des populations insurgées. Henry Noel Brailsford (1873-1958) travailla comme correspondant pour *Manchester Guardian* dans les années 1890 avant de collaborer avec *Morning Leader* et *Daily News*. Membre du parti *Independent Labour Party*, il participa à une mission humanitaire en Macédoine ottomane en 1903 et co-rédigea le rapport de l'enquête du comité Carnegie Endowment for International Peace, au sujet des conséquences des guerres balkaniques sur les populations locales.

126 « Scutari est une ville purement albanaise », *L'Humanité*, ...op.cit.

127 *Idem*.

128 *Idem*.

129 « Le concert européen », *Le Petit Parisien*, 5 avril 1913.

journal le plus populaire de la Belle Époque et proche du gouvernement radical, comme une intervention légitime, car issue de la solidarité européenne et capable de sauvegarder les équilibres.

Par contre, Charles Guernier, député républicain au sein de l'Assemblée nationale déplore que la France ait été amenée à prendre part au blocus du Monténégro. « Ah ! je sais bien qu'aux nations qui, dans leur histoire, n'ont pas toujours été embarrassés par le souci du droit des gens il a dû paraître aisé de passer sur les obligations de la neutralité. Mais nous, messieurs, qui nous sommes toujours réclamés du droit et du respect dû aux faibles, nous avons une autre attitude à tenir »¹³⁰. Le jour de l'entrée du détachement international dans la ville de Scutari, l'*Illustration* relate cette information en annonçant l'événement comme « un sacrifice de la part des Monténégrins »¹³¹.

Pour sa part, l'*Humanité*, commente le télégramme que le roi du Monténégro envoya au journal le *Temps*, afin de défendre l'occupation de la ville de Scutari par son armée et protester contre la réaction des grandes puissances européennes. Vu que la France a envoyé le navire *Edgar Quinet*, pour la démonstration navale, le roi « évoque l'âme de l'austère penseur qui lutta pour l'indépendance des peuples opprimés ». Voilà qui nous apprendra commente l'*Humanité*, « à donner à nos cuirassés des noms de philosophes. Je ne sais si le roi du Monténégro a qualité pour représenter la conscience humaine. Et j'ignore si l'entreprise conquérante des Monténégrins sur Scutari, qui semble bien ne pas vouloir être à eux, répond exactement à l'idée que Quinet se faisait du droit des peuples »¹³². A la veille de la démonstration navale, le *Figaro* publie quant à lui, l'appel au roi d'Angleterre du président du comité balkanique à Paris, le général Arthur Tcherep-Spiridovitch. Celui-ci turcophobe virulent et auteur d'un essai au moment des guerres balkaniques, intitulé l'Europe sans la Turquie, il est également un germanophobe avéré. Il affirme au souverain britannique que « l'avant-garde de l'Allemagne, l'Autriche, désire écraser le Monténégro pour envahir l'Albanie, atteindre Salonique, de là, menacer l'Égypte et la route des Indes¹³³ ». De son côté, la *Lanterne* relate les dépêches de Prague annonçant de nouvelles manifestations, malgré les interdictions officielles. Les rues de la capitale de la Bohême « ont été parcourues hier par des foules enthousiastes, célébrant la victoire monténégrine. ... à Prague, de nombreux drapeaux slaves ont été saisis et des centaines

130 *Archives parlementaires*, séance du 6 mai 1913 au sujet de l'attitude des puissances à l'égard du Monténégro, n°482.

131 « Scutari remise aux puissances », *L'Illustration*, 17 mai 1913.

132 Jean Jaurès, « La Némesis », *L'Humanité*, 7 avril 1913.

133 « Un appel au roi d'Angleterre », *Le Figaro*, 27 avril 1913.

de télégrammes de félicitations au roi de Monténégro ont été confisqués. »¹³⁴). *L'Excelsior* relate les réactions d'Ismail Kemal bey face à la prise de Scutari par les Monténégrins. De passage de Paris avant de se rendre à la conférence de Londres, le chef du gouvernement provisoire albanais, ayant l'air d'un « de nos médecins de campagne, au visage énergique, encadré de barbe blanche », il constate avec amertume que l'admiration européenne s'exprime en faveur des Monténégrins. Conscient de ce que l'opinion des masses était depuis toujours favorable aux vainqueurs, il se demande si la justice de leur cause ne devrait pas pour autant prévaloir auprès des diplomates ? c'est « au nom de la liberté des races, les Monténégrins sont entrés en campagne », rajoutait-il. « Est-ce au nom de ce même principe qu'ils veulent nous ravir aujourd'hui notre capitale ? »¹³⁵). De son côté, André Chéradame réplique dans *l'Illustration* que les Monténégrins mettent en avant que Scutari fut le siège de toutes les dynasties serbes pour contester la souveraineté albanaise sur cette ville¹³⁶).

III. Le différend bulgaro-serbe en Macédoine ottomane

A côté des différends entre la Serbie, le Monténégro et l'Etat albanais, au sujet de la délimitation de ses frontières septentrionales, la diplomatie et la presse françaises, s'intéressent également à la situation dans la Macédoine ottomane. A Monastir, le consul français, De Berne-Lagarde, affirme à la veille de la guerre du juillet 1913, que la population :

« (...) sous l'impression du régime rigoureux de l'occupation serbe, tait pour l'instant ses sentiments. Le paysan rencontré dans les champs et interrogé sur sa nationalité, après avoir tenté d'éluder la question et de prendre un faux-fuyant, répond généralement qu'il est serbe. Celui qui ne craint pas d'être trahi par son interlocuteur va jusqu'à dire qu'il est macédonien. (...) ils n'en demeurent pas moins bulgares »¹³⁷).

Ce point de vue est également exprimé dans le *Radical* en novembre. D'après son éditorial consacré à la guerre balkanique, la civilisation, la culture et l'organisation religieuse bulgare prirent rapidement de l'avance sur la propagande serbe, « au point qu'aujourd'hui encore

134 « Manifestations slaves en Autriche », *La Lanterne*, 27 avril 1913.

135 « Ismail Kemal à Paris », *L'Excelsior*, 26 avril 1913.

136 André Chéradame, « Les frontières de l'Albanie », *L'Illustration*, 8 février 1913.

137 *AMAE*, Monastir/27, Monastir, le 25 juin 1913.

lorsque l'on interroge sur sa nationalité un Slave macédonien : 'Ja sam Bulgarin' vous répond-il. La guerre fratricide de 1885 vint encore grandir l'influence des Bulgares en les montrant capables d'absorber à eux seuls la Macédoine »¹³⁸).

En revanche, Yakšić, historien serbe envoyé à Paris à la veille des guerres balkaniques pour organiser la propagande officielle de son pays, publie dans le *Temps* en juin sa thèse de la délimitation des territoires de la Macédoine ottomane, revendiqués à la fois par la Serbie et la Bulgarie. Ses principaux arguments sont d'ordre historique, insistant sur le fait qu'Usküb était la capitale des royaumes médiévaux serbes. Dans le même journal, la position bulgare est présentée par un diplomate anonyme. Selon lui, si les Bulgares réclament Monastir et Ohrid, ce n'est pas seulement pour des raisons ethniques, « assurément respectables et dont Yakchitch ne paraît pas tenir un compte suffisant. Il y a là des traditions historiques, aussi sacrées pour les Bulgares que le sont pour les Serbes celles qu'ils ont fait valoir au sujet d'Uskub »¹³⁹). A ce propos, il souligne que la ville d'Ohrid a été le siège épiscopal de saint Clément, l'apôtre évangélicisateur de ces régions et le père de la littérature bulgare du Moyen Âge¹⁴⁰.

Le 15 juillet, Jean Brunhes donne une conférence à la Société de géographie de Paris sous la présidence du prince Roland Bonaparte, sur la composition confessionnelle et ethno-linguistique des territoires contestés entre Serbes et Bulgares. Devant un public où l'on distinguait entre autres, l'ambassadeur russe, Isvolski, le prince Alexis de Serbie, les ministres français de l'Instruction publique, des Affaires étrangères, et de la Guerre, le professeur au Collège de France, commença son intervention en montrant sur la carte les territoires au cœur du différend, connus sous le nom de « Haute Macédoine »¹⁴¹). Cet espace constitue un creuset « où se mêlèrent les différents peuples balkaniques, d'où la race des Macédoniens ». D'après un recensement « récent et inédit fait à Monastir, la région de la Haute Macédoine comprend environ 325 000 habitants, dont 216 000 chrétiens, 104 000 Turcs, et 5870 Juifs. Les chrétiens sont des Grecs, des Valaques, des Serbes et des Bulgares »¹⁴²). La question qui se pose affirme-t-il, est de savoir laquelle de ces quatre

138 « La guerre des Balkans et l'épargne française », *Le Radical*, 11 novembre 1912.

139 « Réponse à la thèse serbe rédigée par Yakchitch, au sujet du partage de la Macédoine », *Le Temps*, 11 juin 1913.

140 La référence au royaume de Samuel au Xe siècle, avec comme capitale la ville d'Ohrid, constitue un des piliers de la mythologie nationale dans l'historiographie macédonienne de nos jours.

141 « Le congrès national de géographie s'est ouvert hier, *L'Excelsior*, 16 juillet 1913.

142 *Idem*.

racés l'emporte. « Or, les Macédoniens se regardent simplement comme Macédoniens »¹⁴³). Pourtant deux éléments sont à prendre en considération, ajoute-t-il : leur dialecte et leur religion. En ce qui concerne leur dialecte « est compris à la fois par les Bulgares et les Serbes. Quant à leur religion, elle était autrefois grecque, mais sous l'influence de la Russie, elle est soumise, à présent à l'exarchat bulgare. C'est pourquoi l'influence bulgare est une influence religieuse et présente vis-à-vis des Grecs, comme une affirmation du slavisme ». Mais l'influence serbe n'est pas moins profonde, constate-t-il. Elle se traduit par un grand nombre d'usages communs,

« par exemple celui du *slova* (fête patronymique de la famille) qui est commun aux Serbes et aux Macédoniens et qui n'existe pas chez les Bulgares. D'autre part, la domination serbe plus récente que la domination bulgare, a laissé des souvenirs plus vivaces. Au 13^e siècle, les monarques serbes ont fait en Macédoine une œuvre d'unité et de cohésion comparable à celle que faisaient chez nous, vers la même époque les Capétiens »¹⁴⁴).

Même si Jean Brunhes ne se prononce pas définitivement, « on sent bien que sa propre opinion est que les Macédoniens sont plus Serbes que Bulgares » commente l'*Excelsior* qui publie cette nouvelle. Relatant cet événement, le *Journal*, affirme de son côté que pendant que Serbes et Bulgares se battent sur les champs de bataille, les historiens, les géographes et les ethnographes se penchent sur la carte des Balkans. L'un de ces savants, Jean Brunhes a visité les villes et les villages de Macédoine et il annonça au congrès national de géographie, les résultats de sa mission. Selon les résultats de ses constatations, « le pays est incontestablement plus serbe que bulgare »¹⁴⁵). En revanche, dans ce même journal, Ludovic Naudeau, déclare en octobre que « les Macédo-Bulgares parlent la même langue, ont les mêmes mœurs, la même religion, le même costume que ceux de Sofia ou de Philippopoli »¹⁴⁶).

De son côté, Paul Scott Mowrer, envoyé du journal *The Chicago News* auprès de l'État-major bulgare, visite la région au cœur du conflit diplomatique et militaire entre les deux alliés, au moment où se conclut l'armistice de la Première Guerre balkanique. Accompagné de

143 *Idem*.

144 *Idem*.

145 « Jean Brunhes revient de Monastir », *Le Journal*, 16 juillet 1913.

146 Ludovic Naudeau, « Pourquoi cette guerre ? », *Le Journal*, 23 octobre 1912.

Constantin Stephanov, professeur à l'Université de Sofia, chargé de lui servir d'interprète et de guide, il traverse depuis Andrinople en train, toute la région de Dedeagatch à Salonique avant d'arriver à Monastir et dans la région d'Ohrid, qu'il considère contre toute revendication albanaise, comme un centre de culture slave.

« Que cette culture fût plus particulièrement serbe ou bulgare, c'est aux historiens d'en décider. Mais, dans le temps présent, il n'est pas douteux, en dépit des efforts que font les Serbes pour dissimuler les faits, que l'immense majorité des habitants parlent la variante bulgare de la langue slavonne et qu'ouvertement leur fidélité, leur 'allégeance' va au roi Ferdinand »¹⁴⁷.

Afin d'illustrer cette thèse, il raconte aux lecteurs de *L'Illustration* une scène anecdotique dont il fut témoin. C'était pendant la fête de l'Épiphanie, quand assis sur les rives du lac, il observa le déroulement de la cérémonie du lancement par l'évêque de la croix dans les eaux donnant le signal aux fidèles pour plonger afin de la rattraper. Afin de mieux suivre la scène, il avait pris place dans la maison d'un pêcheur située tout au bord de l'eau.

« Et quand tout fut fini, que la femme du pêcheur nous eut offert, sur un plateau, des confiseries et des liqueurs, notre hôte lui-même, très nerveux, s'approcha silencieusement du divan où était assis mon compagnon, le professeur Stephanof, de l'Université de Sofia, et à mi-voix, du ton grave d'un homme qui pose une question de vie ou de mort, il demanda : (-) et, dites-moi, comment cela va-t-il, à Sofia ? Ils ne vont pas nous trahir avec les Serbes ? Nous ont-ils oubliés ? »¹⁴⁸.

A ce propos, le *Journal* rappelle en juin, à la veille de la Deuxième Guerre balkanique, que les Serbes et les Bulgares avaient signé en septembre 1912 un contrat délimitant les sphères d'influence qu'ils se reconnaissaient réciproquement. Dans ce partage, il subsistait une zone contestée autour des villes de Kumanovo, Uskub, Dibra, « où les deux races se confondent ». Aussi avait-il été convenu que, pour son partage définitif, « les deux royaumes s'en rapporteraient à l'arbitrage de l'empereur de Russie. Aujourd'hui, les Serbes non seulement prétendent conserver toute la zone contestée mais encore ils veulent rester pour toujours au cœur même de la Macédoine bulgare, à Ochrida et à Monastir »¹⁴⁹. D'après le *Journal*, si les Serbes refusent d'appliquer cet

147 « Au cœur de l'Albanie », *L'Illustration*, 29 mars 1913.

148 *Idem*.

149 « Prétentions rivales des alliés balkaniques », *Le Journal*, 12 juin 1913.

accord, c'est parce qu'ils n'ont pas obtenu en Albanie des territoires dont le dit traité ne leur garantissait en rien la possession. Face à une telle réaction, l'éditorial du *Journal* renvoie ses lecteurs aux paroles que Louis Léger, professeur au Collège de France et un des slavisants les plus renommés, qu'il aurait proférées dans le cadre de la guerre serbo-bulgare de 1885, affirmant que « le congrès de Berlin, en donnant la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche, a faussé la destinée de la Serbie, qui était l'héritière naturelle de ces deux provinces. La Serbie étouffée au nord et à l'ouest par un redoutable voisin, cherche en vain à se dégager de son étreinte. »¹⁵⁰.

Pour sa part, dans *l'Écho de Paris*, Jean Herbette perçoit la résolution du différend entre la Bulgarie et la Serbie au sujet de la Macédoine ottomane, en termes de confrontation entre l'Entente et la Triple.

« D'un côté il y a la politique désintéressée qui a uni la France, la Russie et l'Angleterre pour libérer la Grèce, qui a uni la France et l'Angleterre pour émanciper la Roumanie qui a uni la Russie et tous les Slaves des Balkans pour créer la Serbie ..., de l'autre côté, il y a la politique d'Eugène de Savoie, de Metternich ou d'Andrassy, celle qui a toujours divisé ou frustré les Balkaniques, celle qui a arraché de leur patrimoine la Dalmatie, la Bosnie, et l'Herzégovine, celle qui a jeté les Serbes contre les Bulgares en 1885 et qui voudrait maintenant jeter les Bulgares contre les Serbes (...) ce n'est donc pas entre Monastir serbe et Monastir bulgare que les Alliés vont choisir, c'est entre ces deux grandes forces de l'histoire. »¹⁵¹.

De son côté, la *Croix* est partagée dans sa perception du règlement idéal de ce différend, entre sa satisfaction de voir un bloc vaguement triple-ententiste se constituer de nouveau, incluant la Grèce, la Roumanie et la Serbie¹⁵² et sa réjouissance face à la nouvelle de la conversion éventuelle des populations exarchistes de la Macédoine ottomane au catholicisme afin d'éviter leur assimilation par les institutions patriarcales serbes.

En mai, Ludovic Naudeau commente le rôle joué en Bulgarie, par des personnalités des milieux politiques et intellectuels originaires de Monastir et de la Macédoine ottomane. Entre autres, il cite les noms de « Guenadieff, ancien ministre chef du parti stamboulovisite ; Lapt-

150 *Idem*.

151 Herbette, « Les deux problèmes orientaux », *L'Écho de Paris*, 22 juin 1913.

152 « La guerre est déclarée », *La Croix*, 8 juillet 1913.

cheff, ancien ministre, leader du parti démocratique ; Siméon Radeff, littérateur ; Dimitri Risoff, ministre plénipotentiaire à Rome »¹⁵³). La prépondérance de l'élément 'macédonien' au sein de la scène politique bulgare, devient évidente suite au remplacement de Daneff par Gue-nadieff en juillet. Face à ce remaniement du cabinet à Sofia, la *Croix*, commente aussi que la Bulgarie se donne un gouvernement « nettement russophile »¹⁵⁴). Pour sa part, le *Figaro* relève le rôle des différents courants politiques à Belgrade, dans la résolution du contentieux serbo-bulgare en Macédoine ottomane. Leurs perceptions divergentes vis-à-vis du règlement de ce différend, se sont manifestées à l'occasion de l'initiative d'arbitrage du tsar russe. A cet égard, le *Figaro* relate que les tendances russophiles du président Pašić, favorable à une résolution à l'amiable de la question délicate du partage de territoires, furent remportées par le courant d'opinion intransigeant régnant dans l'armée, « dont le général Boyanovitch est, on peut le croire (...) le porte-voix »¹⁵⁵).

Ce qui est très important me semble-t-il de noter à propos des perceptions de ce premier différend dans le cadre de l'espace médiatique français, c'est d'une part, l'opposition entre arguments ethnocistes/folkloristes et historicistes en tant qu'armes diplomatiques et de conviction de l'opinion publique et, d'autre part, la prise en compte chez certains journaux, en l'occurrence, le *Figaro* et le *Journal*, des rapports de force à l'intérieur de la scène politique de chaque pays candidat à la succession de l'Empire ottoman sur les territoires contestés. Les informations sur les positions des différents partis politiques au sujet du règlement du différend, permet de mettre en évidence d'une part, leurs affinités avec la diplomatie de grandes puissances européennes, en l'occurrence la Russie dans le cadre des russophiles et des russophobes en Serbie et de leur attitude face à l'arbitrage proposé par le tsar. D'autre part, elle permet aux lecteurs de la presse française de l'époque de mesurer l'intransigeance de chaque parti impliqué dans le différend, à l'aune des affinités personnelles des personnalités politiques locales avec les régions contestées. Par ailleurs, l'étude de la perception de ce différend, avec le témoignage de Paul Scott Mowrer sur la présence à côté de lui d'un guide bulgare, nous montre à quel point la barrière linguistique et la filtration de l'information sous le prisme d'un regard complémentaire qui, en plus, sert de traducteur, est susceptible d'influencer la perception d'un des aspects fondamentaux de la compréhension d'un

153 Ludovic Naudeau, « Si l'Europe n'intervient pas une guerre serbo-bulgare est certaine », *Le Journal*, 28 mai 1913.

154 « Les Turcs devant Andrinople, les Roumains devant Sophia », *La Croix*, 20 juillet 1913.

155 « Deux courants à Belgrade », *Le Figaro*, 24 juin 1913.

différend, à savoir l'expression des affinités des individus directement concernés. Enfin, on assiste également à une nouvelle démonstration de l'importance dans la perception du règlement de ce différend, de l'auto-définition et hétérodéfinition des sujets-individus concernés. À côté de leur hétérodéfinition en tant que Macédo-Bulgares, la relativisation de leur auto-définition en tant que Macédoniens, citée au préalable par Jean Brunhes lui-même, ne saurait être interprétée que dans le cadre de sa propre opinion pro-serbe au sujet de ce différend.

CONCLUSION

Ainsi les perceptions des occupations militaires serbes, monténégrines ou leurs revendications territoriales, par les Français contemporains aux guerres balkaniques de 1912-3, dépendraient de plusieurs facteurs. Parmi lesquels on pourrait distinguer : les sensibilités idéologiques, les considérations géopolitiques, la couverture médiatique des conflits ou des différends dans lesquels les Serbes et les Monténégrins ont été impliqués, les représentations-connaissances-croyances pré-existantes, les affinités personnelles à leur égard et vis-à-vis de leurs concurrents, par exemple, sympathie pour la cause bulgare ou albanaise, subventions reçues de la part de légations des pays balkaniques voisins.

Toujours, la perception du règlement des différends territoriaux entre les acteurs du conflit fait l'objet de deux narratives concurrentes opposant d'une part, un discours nationaliste basé sur une narration « continuiste » de l'État-nation du XIX^e siècle et sur ses liens de continuité avec des entités étatiques de l'antiquité et du Moyen Âge. D'autre part, un discours anti-nationaliste, dans des journaux comme *le Libéraire*, perçoit la nation comme une construction sociale remontant à la fin du XVIII^e siècle et servant d'outil et de vecteur à la mise en place d'une politique expansionniste de la part des États issus de l'Empire ottoman. Une telle perception concurrentielle du présent et du passé, alimente également le débat entre les propagandes nationalistes des différents pays balkaniques et leurs relais au sein de la société française sur le destin des territoires contestés. Ce débat-combat est articulé autour de trois séries d'arguments majeurs : d'un côté, des arguments historiques visant à prouver la primauté de droits de tel ou tel autre belligérant sur un territoire suite à la démonstration historiographique de son inclusion au sein d'entités historiques, avec lesquelles les acteurs du présent revendiquent des liens de parenté-continuité. À ces arguments répondent les arguments ethno-linguistiques avancés sur l'ap-

partenance supposée ou ressentie comme telle, des individus concernés par les contentieux bilatéraux et leurs pratiques linguistiques, ou les arguments civilisationnels, basés sur l'intériorisation des discours colonialistes sur le classement des civilisations en supérieures et inférieures et le droit des premières à subordonner les secondes. Des cas qui permettent l'expression de ces narratives concurrentes, sont la perception du différend bulgare-serbe autour du vilayet de Monastir ou serbo-albainais autour du vilayet de Kosovo.

BIBLIOGRAPHIE

- Baal, G. (1994) *Histoire du radicalisme*. Paris: La Découverte.
- Birnbaum, P. (1994) *La France de l'affaire Dreyfus*. Paris: Gallimard.
- Bled, J.-P., Deschodt J.-P. (2014) *Les guerres balkaniques 1912-1913*. Paris: Presses Universitaires de Paris-Sorbonne.
- Boro Petrovitch, M. (1976) *A History of modern Serbia, 1804-1918*. New York, London: Harcourt Brace Jovanovich.
- Denis, M., Lagrée, M., Veillard J.-Y. (eds.) (1995) *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Detrez, R., Plas, P. (eds.) (2005) *Developing cultural identity in the Balkans: convergence vs. Divergence*. Bruxelles: Peter Lang.
- Duroselle, J.-B. (1992) *La France de la Belle époque*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Hobsbawn, E. (1987) *The Age of Empires, 1875-1914*. New York: Pantheon books.
- Ivetic, E. (2006) *Le guerre balcaniche*. Bologna: Il Mulino Universale.
- Katz, E., Dayan, D. (1992) *Media events: the live broadcasting of history*. Cambridge [MA], London: Harvard University Press.
- Kitromilides, P. (1989) "Imagined communities and the origins of the national question in the Balkans", in: *European History Quarterly*, 19: pp.149-94.
- Lalouette, J. (2002) *La République anticléricale: XIXe-XXe siècle*. Paris: éd. du Seuil.
- Madgearu, A. (2008) *The Wars of the Balkan Peninsula and Their Medieval Origins*. Lanham: Scarecrow Press.
- Manceron, G. (2003) *Marianne et les colonies: une introduction à l'histoire coloniale de la France*. Paris: La Découverte.

Monier, F. (2011) *Corruption et politique: rien de nouveau?*. Paris: Armand Colin.

Mudry, T. (2005) *Guerres de religion dans les Balkans*. Paris: Ellipses.

Noiriel, G. (2007) *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle : discours publics, humiliations privées*. Paris: Fayard.

Remond, R. (1954) *La droite en France, de 1815 à nos jours: continuité et diversité d'une tradition politique*. Paris: Aubier.

Weber, E. (1959) *The nationalist revival in France, 1905-14*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Weibel, E. (2002) *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*. Paris: Ellipses.

* Овај рад је примљен 03.09.2018. године а прихваћен за објављивање 24.10.2018. године.